

**JEUDI 30 JUILLET 2015**

*« Voir » la fin de la civilisation industrielle.*

- = **C'est quoi notre espèce ? (I) La donne est médiocre, biaisée en notre défaveur (Paul Jorion) p.1**
- = **2030 : l'inévitable déclin [de la population] (Vincent Mignerot) p.3**
- = **Crise énergétique ? Mais non, crise entropique ! p.8**
- = **Les 2/3 de nos actuelles réserves d'énergie fossile devront rester sous terre, sinon... p.15**
  
- = **Le pétrolier BP perd cinq milliards d'euros au deuxième trimestre p.23**
- = **Shell va supprimer 6.500 postes après une chute de son bénéfice p.24**
- = **Chute en fin de Journée du marché chinois (Bruno Bertez) p.25**
- = **Internet fait-il vraiment grimper le PIB ? (Bill Bonner) p.25**
- = **LA PORTE S'OUVRE, PROFITONS-EN ! (François Leclerc) p.27**
- = **Yellen continue d'avancer à reculons vers la hausse des taux p.28**
- = **Réserves d'or, PIB : la Chine joue au poker menteur (Philippe Herlin) p.31**
- = **Le changement de régime monétaire, ce serait un changement de Système (Bruno Bertez) p.32**
- = **Les obligations à 100 ans de SNCF Réseau : une absurdité de plus... (Mory Doré) p.36**
- = **Mais que veut la Chine aux DTS ? (Cécile Chevré) p.39**
- = **Les canaux Français... (Patrick Reymond) p.42**
- = **Frémissement... (Patrick Reymond) p.43**
- = **Sombres seigneurs de la finance actuelle (Bruno Bertez et Alexander Friedman) p.44**
- = **La France de 1929 s'adresse à l'Allemagne de 2015 (Michel Santi) p.47**
- = **La nouvelle nouvelle économie (Marc Fiorentino) p.48**
- = **Brésil: l'horizon politique et économique de plus en plus sombre p.51**
- = **8 caractéristiques de la ville moderne en 2025 p.53**



## **C'est quoi notre espèce ? (I) La donne est médiocre, biaisée en notre défaveur**

**Paul Jorion 30 juillet 2015**

Je l'ai fait pour l'ensemble de mes livres récents, et en 2013 et 2014 pour **Penser tout haut l'économie avec Keynes** (chez Odile Jacob, le 2 septembre) : vous les offrir en cours de rédaction sous forme de feuilleton. Voici une première livraison de **Le dernier qui s'en va éteint la lumière** (à paraître chez Fayard... quand ce sera terminé). Il faut que nous avancions ensemble sur ces problèmes (c'est une question de vie ou de mort), aussi : ouvert aux commentaires !

=====

Si nous pouvons nous représenter des dangers considérables à l'horizon de vingt ou de trente ans, ils nous sont pourtant indifférents, et **notre espèce est tout spécialement mal outillée pour faire face à une menace aussi brutale et aussi énorme que son extinction éventuelle.** Nous n'avons pas tant survécu jusqu'ici en

raison de nos qualités que du fait que la planète qui nous accueille est une corne d'abondance débordant de tous côtés de ses incroyables richesses, prête du coup à pardonner tous les errements, et qui nous a autorisés à la piller outrageusement. Mais malgré sa générosité quasi infinie, nous sommes quand même parvenus à dépasser ses bornes. C'est là que nous en sommes.

Nous ne pouvons nous prévaloir de ne pas avoir été prévenus : les avertissements que nous nous égarions ont été innombrables mais jamais nous n'avons tiré les leçons de l'histoire : le Prince n'a jamais demandé au Philosophe de le conseiller – et quand il l'a fait, il a ignoré ses conseils. Sans compter les philosophes vénaux.

Nous craignons sans doute le retour des catastrophes passées et prenons certaines précautions en conséquence, mais nous nous révélons ineptes dans la préparation à des désastres futurs du fait de la combinaison en nous d'un manque total d'imagination, d'un optimisme irraisonné que nous appelons « espérance » et surtout, parce que nous n'envisageons de solutions à adopter que dans une perspective purement commerciale. Nous ne sommes disposés à sauver notre espèce de l'extinction qu'à une seule condition : « si cela peut rapporter ».

L'espoir fait vivre mais l'espoir est une lunette déformante qui nous induit en erreur aussi souvent sans doute qu'il nous guide dans la bonne direction.

L'espérance est un kit de survie qui nous permet de plonger en apnée le temps que les nuages les plus noirs se dissipent au-dessus de nos têtes durant les périodes où nous serions sinon broyés et durant lesquelles dresser la tête hors de l'eau pour respirer signerait notre perte.

On ne peut cependant vivre d'espoir indéfiniment. Mad Max a raison de dire dans *Fury Road* : « L'espoir, c'est une blague : ou bien on arrive à réparer, ou bien on devient fou ». La ligne de crête est très étroite et le précipice de part et d'autre, très profond : celui de la folie qui nous met hors course d'un côté et de l'autre, celui de la tragédie où nous pouvons sombrer. Il faut beaucoup de chance pour mener sa barque sans naufrage jusqu'à la vieillesse, quand les petites lumières s'éteignent inexorablement une à une. Bienheureux après tout les innocents qui attribuent à leur incroyable talent la chance inouïe dont ils ont bénéficié.

Une stratégie d'une stupidité confondante préside au destin de notre espèce : faute que nous soyons assurés de l'immortalité, nous devons nous reproduire sans retenue, ou en tout cas chercher à le faire, alors que les dés sont pipés parce que notre obsolescence a par ailleurs été programmée. Nous naissons, et c'est à nous ensuite de nous débrouiller avec une donne aussi médiocre, aussi biaisée en notre défaveur !

Toutes les planètes autour de nous sont des cailloux pelés, alternant pour toujours

entre la surgélation et la calcination totales. Un concours de circonstances absolument improbable est manifestement requis pour que la vie puisse apparaître. Une fois là, elle ne se sent cependant plus : plus rien ne l'arrête, ni volcans déchaînés obscurcissant les cieux, ni météorites géantes tuant toute végétation pendant des décennies. Une fois que la semence est là, la vie est prête à tout pour suivre son cours, repliée dans la moindre anfractuosité de rocher, nichée au fond des abysses des océans, toujours prête à repartir si elle a été défaite en un autre point du globe.

Et nous faisons partie de ce maelstrom à part entière ! « Nous », c'est-à-dire une conscience attachée à un corps. « Nous » : une petite voix qui sort de l'intérieur de ce corps pour dire : « C'est moi ! », et qui a mal quand ce corps est directement menacé dans sa survie, que cette souffrance puisse ou non faire la moindre différence.

Alors, il est demandé à ce corps de se reproduire, et c'est finalement la seule chose pour laquelle il soit véritablement équipé, la seule chose qu'il sache faire correctement : faire des bébés (« pour de vrai » ou « pour du beurre »), et respecter les conditions minimales pour que cela soit possible (manger toutes les quelques heures, boire de l'eau toutes les heures, absorber de l'oxygène toutes les quelques secondes, évacuer régulièrement les déchets s'accumulant rapidement, ne pas mourir de froid, etc.) Nous avons été très bien conçus pour nous reproduire et raisonnablement conçus pour maintenir les conditions pour que cela soit possible. Mais comme nous sommes éphémères et jetables, penser à l'avenir sur le long terme n'est pas notre fort : notre manque de talent dans ce domaine est consternant. Et la punition est pour bientôt !

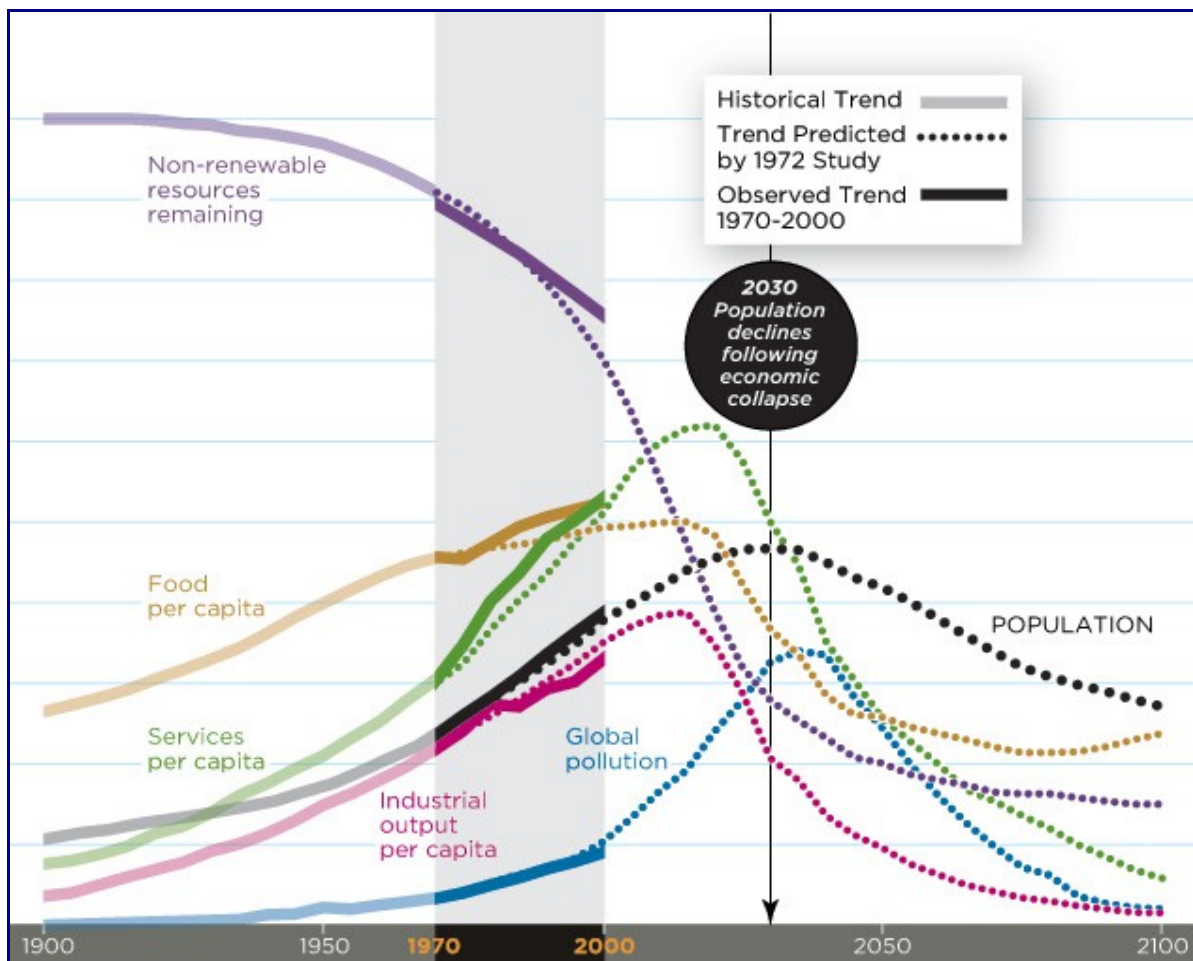
## **2030 : l'inévitable déclin**

**25/11/2013 par Vincent MIGNEROT**

**[Il est question ici du déclin de la population. Pour l'économie mondiale c'est plutôt 2008 (et sûrement 2015-2016 : la suite de l'effondrement de l'économie mondiale) qu'il faut retenir comme date.]**

***« La clarté ne naît pas de ce qu'on imagine le clair, mais de ce qu'on prend conscience de l'obscur. » Carl Gustav Jung***

**(Mise à jour du 17 mars 2014 : une étude co-financée par la NASA confirme les mauvaises nouvelles)**



### Limits to Growth, The 30-Year Update

**Donella Meadows, Dennis Meadows, Jorgen Randers**

En 1970 le [Club de Rome](#), un groupe de réflexion composé de scientifiques, d'économistes, de fonctionnaires nationaux et internationaux ([The Club of Rome](#)), commandait au MIT ([Massachusetts Institute of Technology](#)) un rapport ayant pour objectif d'estimer des potentialités de développement de l'humanité sur terre, en prenant en compte les facteurs limitants (la disponibilité des ressources, la démographie, la pollution, les rendements agricoles...). Le rapport [The Limits To Growth](#) (Les limites de la croissance), aussi appelé « rapport Meadows », publié en 1972 annonce une fin de l'humanité telle que nous la connaissons avant 2100 (lire : [1972 : le MIT envisage déjà la fin de notre humanité avant 2100](#), [Jean-Marc Jancovici](#)). Les révisions de 1993 et 2004 (basées sur la comparaison entre les prédictions et les observations dans le temps) sont venues confirmer ce pronostic, et même constater que le risque avait été sous-estimé<sup>1</sup>.

Bien que le rapport Meadows ait au départ proposé plusieurs scénarios pour l'avenir de l'humanité, prenant en compte notamment les choix politiques et économiques que pourraient opérer les nations, une « date » est apparue comme

marquant une *transition* : les facteurs cumulés de la fin des ressources facilement extractibles (peak all), de l'augmentation de la pollution et des dégâts opérés sur l'environnement impliqueraient l'arrêt du développement humain avant qu'un déclin s'engage inévitablement.

D'aucuns rétorqueront que le pire n'est jamais sûr ou que l'évolution des systèmes complexes est difficile à anticiper. Mais, d'une part, l'imprédictibilité des phénomènes ne signifie en rien que ceux-ci ne soient pas strictement déterminés, potentiellement à notre désavantage (lire : [Espoir et méthodologie : utilisation opportune mais erronée des concepts scientifiques](#)) et il existe par ailleurs un faisceau convergeant de modèles fiables, d'analyses et de mesures (celles-ci chaque jour plus précises) qui attestent de ce déterminisme évolutif qui nous dépasse et sur lequel nous n'avons que l'illusion de pouvoir l'influencer :

– **Les principes physiques** de la [thermodynamique](#), qui impliquent de façon totalement vérifiable que **la protection de l'environnement est impossible pour l'humain.**

- Premier principe : rien apparaît à partir de rien, tout ce qui est consommé dans un système fini l'épuise.
- Deuxième principe : les phénomènes sont irréversibles, on ne peut pas réparer la nature et les dégâts s'accumulent strictement.

Lire à propos de la thermodynamique : [L'écologie est-elle possible ?](#)

– **Le rapport Meadows** évoqué ci-dessus, rédigé en respectant la méthodologie scientifique par les chercheurs les plus compétents.

– **Les conclusions** de l'écrasante majorité des études scientifiques, concernant notamment le réchauffement climatique (lire : [Ce que pensent les scientifiques](#) d'Olivier Berruyer sur [Les-crisis.fr](#)).

– **Essai Sur la Raison de Tout** et les descriptions de ses concepts sur le site [theorie-de-tout.fr](#), qui proposent une théorie écologique de l'esprit et de l'humanité explorant un champ nouveau de la réflexion existentielle :

*Pourquoi et comment parvenons-nous à composer à partir de la réalité tangible des chaînes de causalité artificielles et fausses (des croyances), qui se substituent à notre perception du réel et à partir desquelles nous opérons imprudemment notre adaptation (lire : [Le piège de l'existence](#)) ?*

Le modèle *Essai Sur la Raison de Tout* explique notamment pourquoi le politique ne peut rien contre l'avancée de l'humanité vers sa fin, pourquoi aucune transition énergétique n'est possible, également pourquoi les initiatives, pourtant louables, de modification personnelle de mode de vie sont vaines et explique enfin que la « prise de conscience » a des effets exactement contre productifs (nous constatons que toutes nos initiatives restent toujours locales, éphémères, non généralisables, il faut bien comprendre pourquoi !).

A ce jour l'*Essai Sur la Raison de Tout* n'a pas été invalidé.

- **Les observations** : nous sommes déjà en crise systémique mondiale (économique, financière, sociale, écologique...).
- **Le bon sens** : lorsque les réserves sont vides, les réserves sont vides.

### **Le point sur la disponibilité des ressources**

Afin de pouvoir nier encore, mais cette fois rationnellement, le déclin à venir, il faudra contredire rigoureusement l'ensemble des modèles et arguments évoqués ici, et en premier lieu les principes thermodynamiques dont découlent naturellement à la fois la réalité et la vérité (lire aussi : [François Roddier, par-delà l'effet de la Reine Rouge](#)).

Peu importe la précision de la date, il faut retenir que le processus est déjà engagé et que l'issue est sûre : alors que certains d'entre nous commencent déjà à perdre de leurs avantages (salaires, retraites, accès aux soins...), demain même les plus riches ne pourront maintenir leur niveau de confort et de sécurité, et l'humanité tout entière entrera pour la première et peut-être dernière fois en déclin global.

Il y aura de la souffrance, il y aura des morts, malheureusement cela ne fait aucun doute. Si nous savons désormais *pourquoi*, deux questionnements restent malgré tout en suspens :

#### – **Comment ?**

- Comment exactement allons-nous ne pas parvenir à éviter l'écueil ?
- Comment allons-nous aborder non plus seulement notre mort individuelle, mais une mort collective, à grande échelle ?
- Si les systèmes politiques actuels, déjà remis en cause, ne sont plus pertinents demain, lesquels les remplaceront ? Comment défendre la liberté et la démocratie quand le champ des possibles, c'est-à-dire l'opportunité même du choix, se réduit pour tous ?
- Comment éviterons-nous ou gérerons-nous la relocalisation des conflits,

quand la peur et la faim nous rendront avides des biens de notre voisin, pourtant un ami autrefois ?

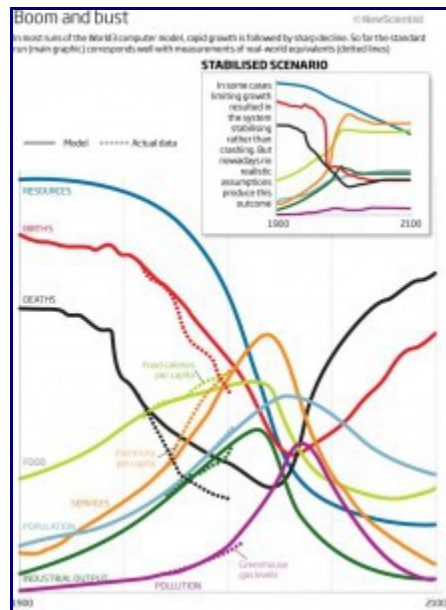
## – Qui ?

- Qui aura encore les moyens de pallier la souffrance inhérente à la perte de son confort, à la dégradation de sa santé, à la réduction de sa sécurité ?
- A plus long terme, si le déclin de l'humanité ne s'accompagne pas d'un vortex d'effondrement écologique entraînant sa disparition totale, quels seront ceux qui nous succéderont ?

Les seules discussions honnêtes que nous pourrions avoir désormais porteront sur ces questions. Les stériles débats sur la protection de l'environnement, le développement durable ou la transition énergétique ne relèveront plus que de la mauvaise foi, même si, il faut le reconnaître, ceux-ci dureront aussi longtemps qu'ils nous autoriseront à nous décharger de nos propres fautes sur un autre, tout en nous permettant de ne toucher à aucun de nos avantages (par exemple réduire volontairement nos revenus, qui proviennent inévitablement de l'exploitation destructrice de l'environnement).

Notre monde se meurt d'une promesse non tenue, celle que nous nous sommes faite parce que nous avons eu la vanité de croire que nous pouvions nous substituer à nos dieux et aux principes de l'évolution pour gouverner nos vies. Comme le laisse deviner [Walter Benjamin](#), peut-être même attendons-nous et précipitons-nous notre fin parce que nous la fantasmons comme une extase libératrice ?

***« L'humanité est devenue assez étrangère à elle-même pour réussir à vivre sa propre destruction comme une jouissance esthétique de premier ordre. » Walter Benjamin***



## Pour aller plus loin :

Ethique et vertu de la vérité – Que pouvons-nous faire ?

### **Note :**

1 – It Is Too Late for Sustainable Development – [Dennis Meadows](#) (Perspectives on Limits to Growth : Challenges to Building a Sustainable Planet, 1 March 2012)

*« My formal remarks will have three goals: explain the essential and still unique contribution of our 1972 report to the Club of Rome, describe how my own understanding about the interaction of limits with physical growth on the planet has changed over the past 40 years, and justify my proposal that humanity's focus should now be more on resilience than on sustainability. It is far too late to achieve sustainable development, as that term is commonly understood. A precipitous decline in resource and energy use is coming in the next decades, and the most important goal now is to adopt policies that will reduce its negative impacts on the values that are most important to us. »*

## **Crise énergétique ? Mais non, crise entropique !**

17/04/2014 par [Vincent MIGNEROT](#) SOURCE : le passionnant blog [Science étonnante](#)





Nous vivons en ce moment une crise énergétique. Chaque jour on entend qu'il faut *économiser* l'énergie, que nos ressources d'énergie *s'épuisent*, ou qu'il faut trouver de nouveaux moyens d'en *produire*.

Et pourtant dans le même temps, en cours de physique, on apprend que **l'énergie se conserve** : elle ne peut être ni créée, ni détruite. N'y a-t-il pas là une contradiction ? Pourquoi nous parle-t-on d'économiser l'énergie, si l'énergie se conserve ?

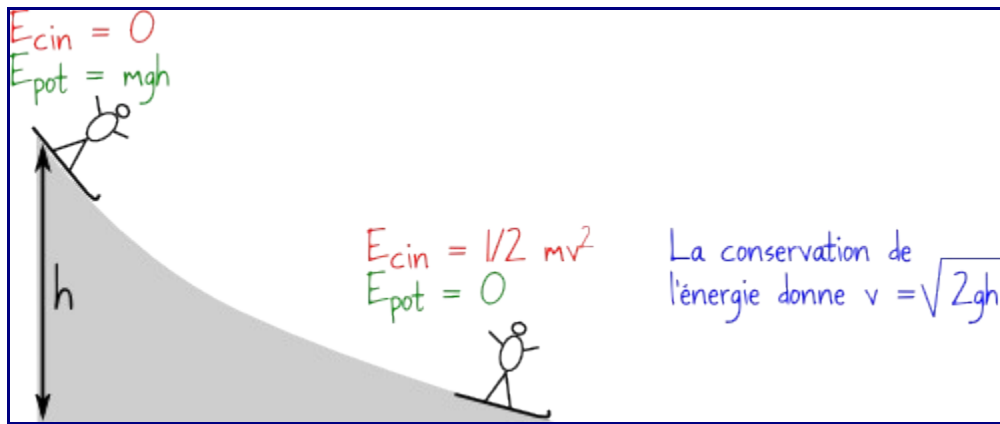
Pour comprendre cet apparent paradoxe, il faut faire appel à cette étrange notion qu'est l'entropie. Et nous allons voir que ce que nous appelons communément la crise énergétique est en réalité une crise entropique !

### **Les différentes formes de l'énergie**

En physique, l'énergie peut se présenter sous différentes formes. Il y a par exemple **l'énergie cinétique**, proportionnelle au carré de la vitesse, ou **l'énergie potentielle de pesanteur**, qui augmente avec l'altitude.

Souvent en cours de physique, on illustre tout cela en utilisant un skieur : en haut de la pente, ce dernier possède une énergie potentielle de pesanteur élevée, et en bas de la pente, le skieur a acquis de la vitesse et donc de l'énergie cinétique.

Si on dit que l'énergie totale du skieur est conservée, on peut calculer sa vitesse en bas, en écrivant que l'énergie cinétique finale est égale à l'énergie potentielle initiale, comme le montre le diagramme ci-dessous :



Tout cela fonctionne très bien, mais que se passe-t-il quand le skieur freine ? Il se retrouve en bas de la pente, son énergie potentielle est nulle, mais il est à l'arrêt donc son énergie cinétique est tout aussi nulle. Il a perdu toute son énergie ! Est-ce à dire que finalement l'énergie ne serait pas conservée, et qu'elle peut disparaître ?

Eh bien non, **l'énergie est toujours là, mais elle est maintenant sous forme thermique**. Quand le skieur freine, les frottements avec la neige produisent de la chaleur, et la température des skis et de la neige s'élève très légèrement. Cette production de chaleur au freinage n'est pas très visible avec un skieur qui s'arrête, mais beaucoup plus sur les plaquettes de freins d'une formule 1 !



Cette histoire de freinage et de frottements nous montre qu'au delà de l'énergie cinétique ou potentielle, il existe une autre forme d'énergie à considérer : **l'énergie thermique**. Pour pouvoir écrire que l'énergie totale d'un système isolé se conserve, il est indispensable de la prendre en compte. Très bien, mais nous allons maintenant voir que cette énergie thermique possède un statut bien à part.

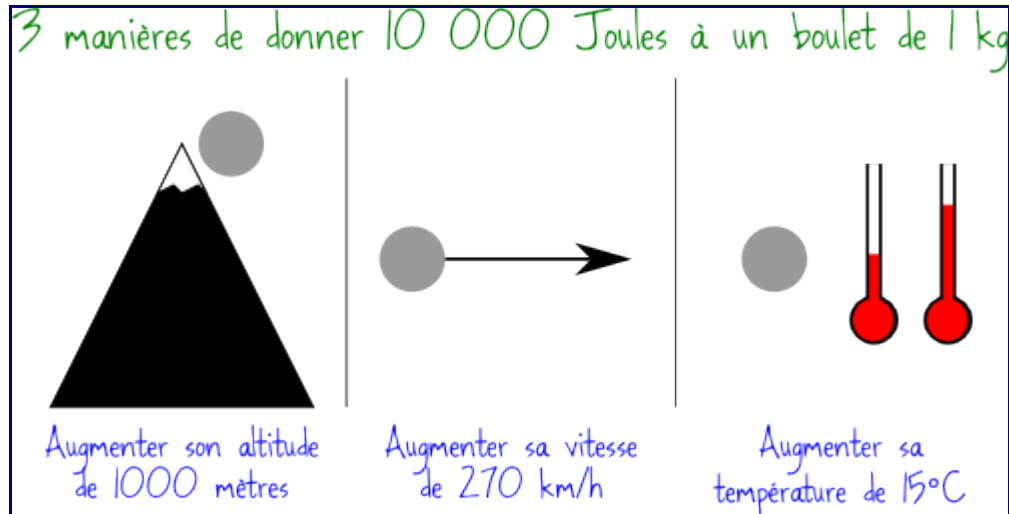
### Toutes les énergies ne se valent pas

Pour changer un peu du skieur, considérons un autre objet qui est un classique des cours de physique : le boulet de canon !

Prenons un boulet pesant 1kg, et imaginons que je désire augmenter son énergie totale de 10 000 Joules. Pour cela, je dispose d'au moins 3 moyens :

- L'emmener au sommet d'une montagne de 1000 mètres, je lui aurais ainsi donné environ 10 000 Joules sous forme d'énergie potentielle de pesanteur;

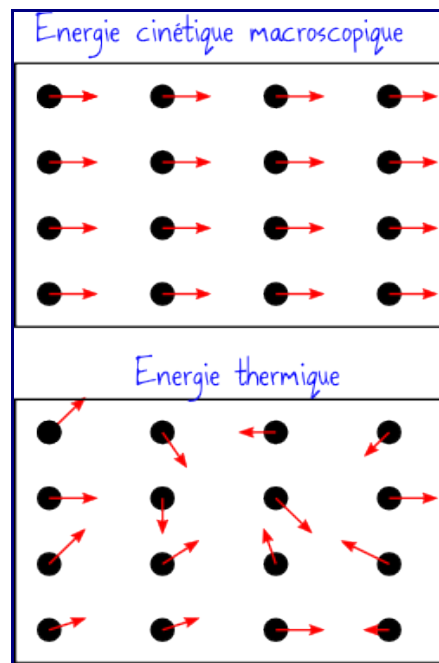
- Le propulser à 270 km/h, je lui donnerai alors 10 000 Joules sous forme d'énergie cinétique;
- Augmenter sa température d'environ 15°C, il recevra alors ses 10 000 Joules sous forme thermique.



Ces trois manières de donner de l'énergie à mon boulet peuvent paraître équivalentes, mais elles ne le sont pas ! Dans les deux premiers cas, je peux facilement récupérer l'énergie de mon boulet pour faire du travail. Imaginons que j'aie besoin de soulever un objet, je peux toujours (via par exemple un système de cordes et de poulies) récupérer l'énergie potentielle ou cinétique de mon boulet pour le faire. Avec l'énergie thermique, en revanche, pas moyen ! Mon boulet est chaud, mais **impossible qu'il transforme tout seul cette chaleur en mouvement** qui me permette de récupérer mon énergie.

Cette petite comparaison entre ces 3 manières de donner de l'énergie à un boulet illustre un principe essentiel : **toutes les énergies ne se valent pas, et l'énergie thermique est beaucoup moins "utile" que les autres.**

**De l'énergie de qualité ?**



Pour comprendre pourquoi l'énergie thermique est moins intéressante que les autres, il faut se pencher sur les détails de sa nature. Au niveau microscopique, les atomes de la matière sont constamment en mouvement. Pour un gaz il se déplacent à peu près librement, pour un solide il sont contraints de rester à un certain endroit, mais ils peuvent osciller autour de leur position.

Plus la température d'un corps est élevée, plus les atomes qui le composent s'agitent à une vitesse élevée. **L'énergie thermique, c'est donc tout simplement de l'énergie cinétique d'agitation des atomes qui composent votre objet.**

Mais du coup, l'énergie thermique c'est comme de l'énergie cinétique, pourquoi serait-elle si différente ? La grande différence, c'est l'organisation ! Quand vous propulsez votre boulet de canon, vous lui donnez une vitesse macroscopique, et donc chaque atome qui le compose va se mettre en mouvement dans la même direction que ses voisins, et à la même vitesse. Alors que si vous chauffez votre boulet, chaque atome qui le compose va se mettre à osciller plus vite, mais **tous les atomes vont le faire de manière désynchronisée**. Dans un cas le mouvement est coordonné, dans l'autre il est désordonné. **Dans un cas l'énergie est concentrée, dans l'autre elle est dispersée.**

Cette idée nous explique en quoi l'énergie thermique n'est pas comme les autres : c'est une énergie dispersée au niveau microscopique, alors que l'énergie cinétique ou l'énergie potentielle sont concentrées au niveau macroscopique. Il y a donc bien une notion de "qualité" de l'énergie : et pour mesurer cette qualité, on va utiliser l'entropie.

## Énergie libre & entropie

Reprenons notre boulet. Je vais lui donner à nouveau de l'énergie, mais en mélangeant deux moyens : je vais l'emmener en haut d'une montagne de 1000 mètres, et je vais aussi augmenter sa température de 15°C. Je lui donne donc au total 20 000 Joules : 10 000 J sous forme potentielle et 10 000 J sous forme thermique.

Nous l'avons dit, la partie "potentielle" est intéressante car nous pouvons la récupérer pour faire du travail : cette partie utile, nous allons l'appeler **l'énergie libre**. Quand on considère l'énergie totale d'un système, on peut toujours la découper en deux pour séparer l'énergie libre du reste, l'énergie "inutile".

$$\text{Energie totale} = \text{Energie libre} + \text{Energie "inutile"}$$

En pratique, on n'emploie pas cette notion d'"énergie inutile", et l'on utilise à la place la notion d'**entropie**. Pour des raisons sur lesquelles je n'ai pas besoin de m'étendre, ce qu'on appelle entropie (et qu'on note S) est en réalité l'énergie "inutile" divisée par la température T. Pour tout système, on a donc au final la décomposition de l'énergie total E en énergie libre F et partie inutile :

$$\begin{array}{ccc} \text{Energie totale} & \text{Energie libre} & \text{Energie "inutile"} \\ \downarrow & \downarrow & \downarrow \\ E & = & F + S * T \\ & & \uparrow \quad \uparrow \\ & & \text{Entropie} \quad \text{Température} \end{array}$$

Ce qu'il faut retenir de cette décomposition, c'est que **lorsque vous parlez d'un système** (par exemple un boulet de canon), **il ne suffit pas de donner son énergie totale, il faut aussi préciser son entropie**, afin que l'on sache quelle partie de cette énergie totale sera inutile.

## La crise entropique

Reprenons notre skieur en haut de la pente. Initialement son énergie est sous forme potentielle, donc concentrée et utile. Il se laisse descendre et acquiert de l'énergie cinétique, puis il freine et l'énergie se transforme en chaleur à cause des frottements.

Bilan de l'affaire : il a commencé plein de bonne énergie potentielle, et il termine sa course avec seulement de l'énergie thermique. **Il a toujours autant d'énergie,**

## **mais la qualité de l'énergie n'est plus la même : l'entropie a augmenté !**

L'air de rien, ce simple exemple nous fait toucher du doigt ce qu'on appelle les deux premiers principes de la thermodynamique, à savoir que pour un système isolé :

- Règle n°1 : l'énergie totale est conservée;
- Règle n°2 : l'entropie ne peut qu'augmenter (la qualité de l'énergie ne peut que se dégrader)

J'espère que vous voyez maintenant le lien avec la question de la crise énergétique : il se passe la même chose avec par exemple une voiture ou un avion. L'énergie d'un véhicule est initialement sous forme chimique (le carburant) ou électrique, c'est de l'énergie concentrée, mais au cours d'un trajet elle se changera irrémédiablement en énergie thermique : **on ne perd pas d'énergie, mais l'entropie augmente.**

Voilà notre paradoxe initial résolu : oui c'est vrai, l'énergie se conserve, mais au fur et à mesure qu'on la "consomme", la qualité de cette énergie diminue au fur et à mesure, et l'entropie augmente. La crise énergétique est donc bien au final une crise entropique !

Pour finir, je voudrais citer un professeur de mon père, qui résumait admirablement le fait que spontanément la qualité de l'énergie ne peut que se dégrader :

*"Si vous descendez un escalier à califourchon sur la rampe, vous constaterez un léger échauffement de votre postérieur. En revanche, c'est pas en vous chauffant le cul que vous allez remonter !"*

Quelle meilleure illustration du second principe de la thermodynamique ?

### ***Pour aller plus loin...***

*Parler de thermodynamique de manière simple est toujours un peu délicat. Dans ce billet, j'ai délibérément pris le parti de présenter l'entropie de la manière qui me paraissait la plus simple en utilisant les notions de mécanique que l'on aborde en lycée. Il faut savoir qu'il existe de multiples manières d'aborder ce concept, notamment par la mécanique statistique ou la théorie de l'information. Un point qu'il me semble important de préciser pour ceux qui voudraient creuser : les principes de la thermodynamique s'entendent pour un système isolé. En pratique, il est possible de récupérer l'énergie thermique contenue dans un boulet chauffé*

*(par exemple en chauffant de l'eau et en faisant une machine à vapeur) mais cela implique des échanges avec l'extérieur (et l'entropie de l'univers augmentera quand même).*

*D'ailleurs pour les thermodynamiciens chevronnés, je propose une petite énigme qui m'est venue en écrivant ce billet, et pour laquelle je n'ai pas la réponse : imaginons que je prenne mon boulet chauffé, et que je l'enferme dans une boîte qui l'isole de l'extérieur, avec dedans un panneau photovoltaïque. Le boulet va rayonner sa chaleur, une partie du rayonnement peut être absorbée par le panneau photovoltaïque et changée en électricité. Je passe d'une forme d'énergie thermique à une forme d'énergie potentielle. Cela viole le second principe de la thermo, donc il doit y avoir une erreur ! Quelque chose lié à l'équilibre du rayonnement entre le boulet, le panneau et la boîte ? Des suggestions ?*

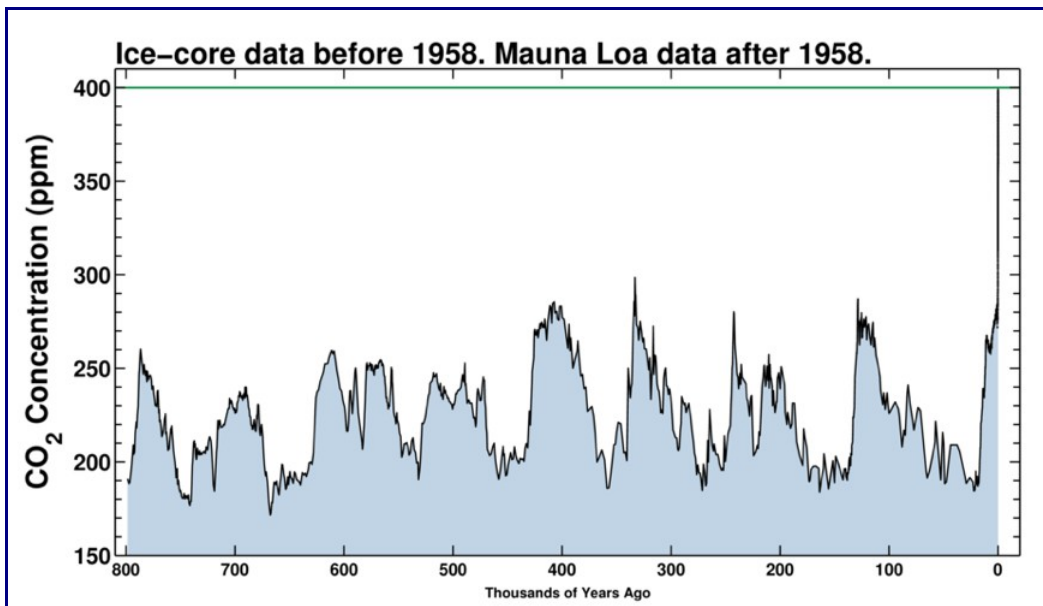
## **Les 2/3 de nos actuelles réserves d'énergie fossile devront rester sous terre, sinon...**

12/03/2014 par [Vincent MIGNEROT](#)

**[Petit détail : comme il n'existe rien (mais alors rien du tout) pour remplacer les énergies fossiles, laisser les 2/3 de ces énergies sous terre signifie... la fin de la civilisation industrielle. Sans pétrole, charbon et gaz naturel l'économie mondiale se verrait désintégrée.]**

Ce contenu a été publié dans [Climat](#) par [Vincent Rondreux](#), et marqué avec [charbon](#), [gaz](#), [limites](#), [pétrole](#). Mettez-le en favori avec son [permalien](#).

**Si nous voulons vraiment conserver une chance de rester en dessous de 2°C de réchauffement global par rapport au niveau préindustriel (c'est-à-dire garder un espoir de survie pour notre civilisation et même nos enfants), ce qui est l'objectif officiel des dirigeants de la planète, alors les calculs montrent qu'il nous est vital de conserver dans le sol d'ici 2100, des centaines de milliards de tonnes de charbon, pétrole et gaz, même si nous savons où elles sont et comment les exploiter. Question: si ce constat était partagé par exemple par les « investisseurs », quid de la gigantesque « bulle boursière » des énergies fossiles ainsi créée ?**



La Terre est un monde limité: ses terres et océans peuvent absorber chaque année, en harmonie durable avec le monde vivant, environ 3 milliards de tonnes de carbone de l'atmosphère, au maximum. Or, il est convenu d'estimer

que nous y injectons deux fois plus avec nos émissions de gaz à effet de serre, soit environ 6 milliards de tonnes. Un surplus de l'ordre de 3 milliards de tonnes se concentre donc tous les ans au dessus de nos têtes, d'où notre [problème climatique](#). En fait cette quantité fait écho à nos émissions de 1990. Avec cette référence, les experts ont estimé que l'humanité devait avoir pour objectif de revenir relativement rapidement à 3 milliards de tonnes d'émissions maximum, c'est-à-dire environ 460 kg par humain et par an pour une population de 6,5 milliards d'habitants. Ce qui équivaut actuellement, si l'on prend en compte tous les gaz à effet de serre, à [un aller simple en avion Paris – New-York](#). C'est également avec ces données que l'on a créé en France la notion de « facteur 4 » (diviser par 4 à l'horizon 2050 nos émissions de gaz à effet de serre par rapport à celles de 1990) et pour la planète le facteur 2.

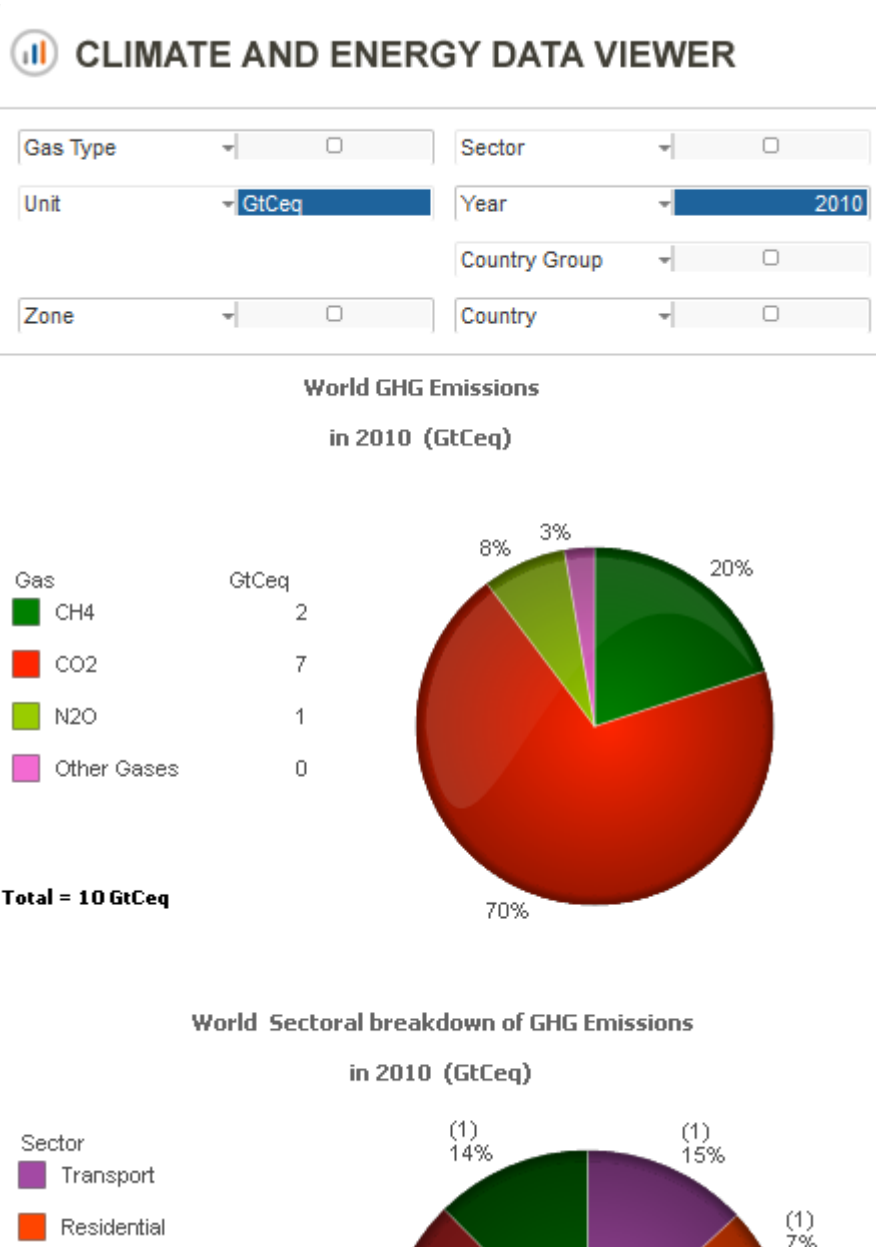
Cependant, plus on attend (comme actuellement) pour mettre la question climatique au centre de nos vies, plus la situation va se corser. En effet, en 2010 nos émissions de gaz à effet de serre n'étaient plus équivalentes à environ 6 milliards de tonnes de carbones, mais à plus de 9 milliards de tonnes... A l'échelle planétaire, l'objectif est donc maintenant de les diviser par 3 dans les 40 prochaines années. En France, on en est toujours à un facteur 4 par rapport à nos émissions de 2010.

**330 kg de carbone par an et par personne en 2050 pour 9 milliards de Terriens**



D'autre part, puisque l'on se donne des objectifs à l'horizon 2050, il conviendrait en fait de prendre en compte la population officiellement prévue à cette date, soit 9 milliards d'humains, et pas celle de 2005. Avec ces paramètres, l'objectif de quota à adopter par individu est clairement rabaissé: 330 kg de carbone par an en 2050 à la place des 460 précédents, ce qui n'assure même plus un aller-simple Paris-New-York, sauf à finir à la nage. Cela modifie également les objectifs que devrait dès maintenant se fixer chaque pays, notamment en vue des négociations du sommet climat de Paris en 2015.

En prenant ces paramètres de 330 kg de carbone par personne et de 9 milliards d'humains en 2050, ainsi que les données diffusées par l'association [The Shift Project](#) et la [Banque mondiale](#) pour l'année 2010 (émissions de gaz à effet de serre, démographie), il est assez facile de réévaluer les efforts à faire par chacun si l'on veut limiter efficacement le bouleversement climatique.



*Répartition des émissions de gaz à effet de serre par GES et par secteur d'activité.*

Pour être un véritable exemple, [l'Union Européenne devrait ainsi se donner comme objectif un facteur 6 à 7](#) d'ici 40 ans tandis que la France passerait d'un facteur 4 à un facteur 5, voire 6, et que les Etats-Unis s'imposeraient au moins un facteur 14. Facteur 6 pour la Chine, 9 pour la Russie, 9 pour l'Allemagne, 8 pour le Japon, 7 à 8 pour la Grande-Bretagne, 20 pour le Luxembourg, 23 pour l'Australie... Il ressort en plus que beaucoup de pays parmi les plus pauvres auraient également des efforts à réaliser sur le papier, ce qui nécessiterait bien sûr une aide supplémentaire des pays les plus riches. Notons également -ce qui met une nouvelle fois en évidence s'il en était besoin le lien intime entre émissions

massives de gaz à effet de serre et énergies fossiles- que les rois du pétrole auraient droit à des facteurs particulièrement élevés : facteur 15 pour l'Arabie saoudite, 16 pour Oman, 18 pour Barheïn, 30 pour les Emirats arabes unis et le Koweït, et même 50 pour le Qatar, record absolu.

330 kg de carbone par habitant, cela équivaut à pu près en revanche aux émissions actuelles de l'Ethiopie, du Kenya, de la Zambie, du Bangladesh, du Népal, du Sri Lanka, du Tadjikistan... Certains pays comme l'Erythrée, le Mozambique, la Tanzanie, le Nigeria ou encore Haïti pourraient émettre encore un peu plus.

### **L'équation de Kaya**

Les noms et les conditions de vie des pays contenus dans ces différents listes illustrent l'immensité de la tache qui nous attend en terme de transition et de performance énergétique ainsi qu'en terme de « décarbonation » de la société. Que les fans de « shale » gaz se le disent, la situation nous impose en fait de laisser volontairement dans le sous-sol un maximum d'énergie fossile disponible -charbon, pétrole et gaz confondus.

Développée par un économiste japonais spécialiste de l'énergie, l'équation de Kaya confirme cette nécessité. Cette équation met côte à côte des termes qui peuvent s'annuler. Elle se présente ainsi:

Emissions de gaz à effet de serre = population X (PIB / population) X (énergie utilisée / PIB) X (émissions de gaz à effet de serre / énergie utilisée)

C'est-à-dire:

Emissions de gaz à effet de serre = population X revenu de chacun X intensité énergétique X intensité carbone.

Il suffit de la regarder pour comprendre deux choses:

- Un effondrement massif des revenus (crises économiques, catastrophes naturelles), une chute de la population (famine, guerre, catastrophes naturelles) peut aboutir à une baisse des émissions de gaz à effet serre.
- Si l'on veut diviser les émissions de gaz à effet de serre par 2 ou 3 tandis que la population et le revenu augmentent, alors il faut accroître d'autant l'effort à réaliser en terme d'intensité énergétique et d'intensité carbone.

### **Consommer au maximum 325 milliards de tonnes équivalent pétrole (tep) d'ici 2100**

Certes, un tel projet semble à ce jour une véritable gageure pour beaucoup de pays, mais l'équation kaya n'est pas forcément insurmontable: en avance par rapport aux autres pays (taxe carbone, limitation des énergies fossiles), la Suède

arrive avec notre calcul à un facteur 4 à réaliser d'ici 2050. Elle se situe ainsi au même niveau que le Brésil, le Portugal, la Slovénie, le Chili, le Mexique, la Thaïlande ou encore l'Azerbaïdjan, alors même qu'elle fait toujours figure en Europe de championne du confort de vie. Ce qui montre entre parenthèses que la réduction des émissions de gaz à effet de serre, en particulier la taxe carbone, ce n'est pas forcément une grosse punition avec moins de bonheur.

En revanche, si l'on continue sur la trajectoire actuelle, il apparaît de plus en plus que la grosse punition avec beaucoup moins de bonheur, viendra, [y compris pour les hyper riches et leurs enfants](#), et même si l'on prend des mesurette à droite et à gauche. L'atmosphère terrestre ne pourra s'adapter à des émissions massives persistantes qu'avec des modifications elles aussi massives et radicales, qu'il s'agisse de chaud, de froid, de vent ou de pluie. [La première partie du nouveau rapport du GIEC permet à l'humanité d'y injecter encore une valeur moyenne de 270 milliards de tonnes de carbone entre 2012 et 2100](#) (\*) si nous voulons vraiment limiter le réchauffement à quelque chose qui conserve encore une chance de ne pas ressembler à une apocalypse, c'est-à-dire qui reste dans la limite d'un réchauffement global de 2°C.

### **Trouver la volonté de laisser sous terre plus de 600 milliards de tep disponibles...**

Petit calcul: 270 milliards de tonnes équivalent carbone, cela équivaut à environ 325 milliards de tonnes équivalent pétrole (tep), 0,83 tonne de carbone étant émise pour une tonne de pétrole brûlée, selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). Or, en prenant les données de l'Institut français du pétrole (IFP), les réserves prouvées de charbon, de pétrole et de gaz (sans tenir compte donc des réserves probables) affichent des ordres d'idées de respectivement 600 milliards de tep, 210 milliards de tep et 180 milliards de tep, soit environ 1000 milliards de tep au total. Si nous voulons sauver notre civilisation, nos enfants, et sans doute nous-mêmes, nous avons donc déjà à disposition trois fois nos besoins définitifs d'énergie fossile !

Conséquence: il est vital pour l'humanité de trouver la volonté de ne pas sortir du sous-sol les centaines de milliards de « tep » restantes, même si nous savons où elles sont et comment les extraire. Si ce constat était partagé, par exemple par les « investisseurs », ce surplus d'énergie fossile n'aurait même plus de raison d'avoir une réelle valeur. Il serait également économiquement logique et sain de stopper toute recherche pétrolière et gazière, y compris celles qui sont relatives aux réserves d'hydrocarbures de schiste. Sur les marchés, cela s'appelle une bulle boursière, une énorme bulle « carbone » dans laquelle on trouve tous les géants du

pétrole, du charbon et du gaz, ainsi que leurs financeurs.

Ce n'est pas tout: comme l'explique l'expert climat-énergie Jean-Marc Jancovici, « pour limiter aussi vite que possible un changement futur, la division par deux de nos émissions mondiales (par rapport à celles de 1990 rappelons-le, ce qui revient donc à diviser par 3 celles de 2010, n.d.l.r.) est plus un minimum qu'un objectif suffisant »... En effet, il est par exemple établi qu'avec le phénomène de réchauffement et de bouleversement climatique en cours, les écosystèmes terrestres et les océans verront diminuer à terme leur capacité d'absorption de CO<sub>2</sub>. On peut également se préparer à ce que nos émissions anthropiques dues pour majeure partie aux énergies fossiles, provoquent des émissions naturelles de gaz à effet de serre (CO<sub>2</sub>, méthane), par exemple avec le dégel de pergélisol des hautes latitudes. En quelque sorte, cela fait partie des « intérêts » des émissions passées légués aux générations futures...

(\*) Soit environ 1000 milliards de tonnes équivalent CO<sub>2</sub>, étant entendu qu'on en envoie chaque année plus d'une trentaine de milliards.

---

## **Efforts à faire par pays**

**[Même si ces objectifs étaient atteints ça ne changerait rien. Il est trop tard. Les 2 à 6 degrés (mais plutôt 6 que 2 selon la nasa) d'augmentation sont déjà « dans l'air ».]**

**Facteur 50 (soit diviser les émissions de gaz à effet de serre par 50 d'ici 2050)**

Qatar

**Facteur 20 à 30**

Luxembourg, Australie, Koweït, Emirats Arabes Unis.

**Facteur 14 à 20**

Etats-Unis, Arabie Saoudite, Canada, Bahreïn, Oman, Kazakhstan.

**Facteur 13-14**

Turkmenistan

**Facteur 11**

Singapour, Irlande, Pays-Bas.

**Facteur 10**

République Tchèque.

## **Facteur 9**

Allemagne, Danemark, Russie, Estonie, Belgique, Islande.

## **Facteur 7-8**

Grande-Bretagne, Japon, Pologne, Afrique du Sud, Israël, Uruguay, Finlande, Grèce, Serbie.

## **Facteur 5-6**

France, Espagne, Hongrie, Chine, Suisse, Italie, Argentine, Malaisie, Mongolie, Biélorussie, Lituanie, Ukraine, Bosnie-Herzégovine, Autriche, Bulgarie, Chypre, Malte, Norvège.

## **Facteur 4**

Suède, Brésil, Portugal, Botswana, Namibie, Soudan, Thaïlande, Chili, Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Slovénie, Mexique.

## **Facteur 2 -3**

Algérie, Albanie, Tunisie, Gabon, Cambodge, Indonésie, Vietnam, Bolivie, Colombie, Cuba, République dominicaine, Equateur, Jamaïque, Panama, Paraguay, Pérou, Arménie, Georgie, Croatie, Roumanie, Turquie, Irak, Jordanie.

## **Facteur 1-2**

Ethiopie, Kenya, Zambie, Bangladesh, Népal, Sri Lanka, Tadjikistan, Inde, Sénégal, Angola, Bénin, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Ghana, Maroc, Zimbabwe, Birmanie, Pakistan, Philippines, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Moldavie.

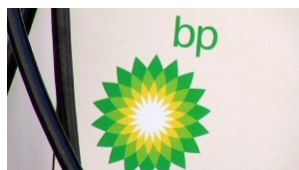
## **Pays émettant moins de 330 kg de carbone par an et par habitant**

Erythrée, Mozambique, Nigéria, Tanzanie, Haïti

*D'après Banque Mondiale, The Shift Project. Données 2010.*

# **Le pétrolier BP perd cinq milliards d'euros au deuxième trimestre**

**BusinessBourse Le 30 juil 2015 à 11:00**



Le géant pétrolier BP déplore une perte de 5,3 milliards d'euros au deuxième

trimestre contre un bénéfice net de 3 milliards d'euros l'an passé à la même époque, en raison d'une charge de 11 milliards d'euros due à la marée noire du golfe du Mexique et de la faiblesse des cours du pétrole.

Au deuxième trimestre, BP a calculé que le cours du baril de Brent de la mer du Nord, s'est établi en moyenne à 62 dollars le baril, contre 110 dollars l'an passé à la même époque, soit 44% de moins sur un an.

BP affirme aussi qu'il a déboursé jusqu'à maintenant 50 milliards d'euros pour sa responsabilité dans la marée noire du golfe du Mexique en 2010.



<https://youtu.be/dROJD4Pjk4M>

## Shell va supprimer 6.500 postes après une chute de son bénéfice

BusinessBourse et Boursorama Le 30 juil 2015 à 12:12



**Royal Dutch Shell a annoncé jeudi la suppression de 6.500 emplois cette année après avoir fait état d'un bénéfice en baisse de 37% au deuxième trimestre.**

La compagnie anglo-néerlandaise, qui souffre comme ses rivales du bas niveau des cours du brut, a annoncé en outre vouloir accélérer son programme de cession d'actifs, l'objectif étant d'en vendre pour 50 milliards de dollars sur la période

2014-2018.

Shell a fait état d'un bénéfice net de 3,835 milliards de dollars (3,47 milliards d'euros) après 3,25 milliards de dollars au trimestre précédent et 6,13 milliards de dollars il y a un an. Le groupe dépasse ainsi le consensus qu'il avait lui-même fourni d'un bénéfice à 3,18 milliards de dollars.

**Shell a dit prévoir la suppression cette année de 6.500 postes sur un effectif total de près de 100.000 salariés et la réduction de ses dépenses d'investissement à 30 milliards de dollars, soit 20% de moins qu'il y a un an. C'est la deuxième fois que le pétrolier réduit ce type de dépenses cette année, prévoyant que le marasme des cours pétroliers est là pour durer.**

La chute de 75% des revenus de la production a toutefois été compensée une nouvelle fois par les performances des activités de raffinage et de courtage, dont les résultats ont plus que doublé au deuxième trimestre.

Le groupe pétrolier s'attend en outre à réduire cette année ses charges d'exploitation de quatre milliards de dollars, soit de 10%.

“Nous devons nous montrer combattifs dans un monde où les prix du pétrole demeureront bas pour un certain temps tout en gardant un œil sur le redressement”, a déclaré le directeur général Ben van Beurden.

Les “majors” ont dû réduire leurs dépenses de 10 à 15% cette année avec la diminution de moitié depuis un an du prix du baril de brut, tombé sous les 55 dollars. BP et Total ont ainsi annoncé cette semaine de nouvelles réductions de coûts.

Shell devra attendre encore pour bénéficier des effets du rachat son concurrent BG Group, la plus grosse fusion dans le secteur pétrolier depuis plus de dix ans.

Cette transaction de 70 milliards de dollars attend toujours le feu vert de plusieurs autorités de régulation. Shell espère boucler l'opération début 2016.

Shell a maintenu son dividende trimestriel à 47 cents par action et s'est engagé à faire au moins autant en 2016.

L'action Shell prenait 2,8% à 1.814 pence en Bourse de Londres vers 08h30 GMT. L'indice européen du secteur pétrolier avançait au même moment d'environ 1%.

Source: [boursorama](#)

30 juillet 2015



# Chute en fin de Journée du marché chinois

Bruno Bertez **30 juillet 2015**

Brutale rechute des actions en Chine. Le marché chinois s'est enfoncé jeudi en clôture, sans raison apparente. Les cours qui s'étaient bien tenus jusque là ont cédé 2,2% après une hausse initiale de 1,5%. Les small caps ont chuté de près de 5%:

les volumes de transactions continuent de se réduire, tandis que les liquidations de positions sur marges se poursuivent. La balance des achats sur marge a baissé de 0,6% à 142 milliards de dollars soit 880 milliards de Yuans.

Les achats de soutien des autorités semble plus selectifs et tournants. Il reste 512 sociétés dont la cotation est suspendue, soit 18% de la cote.

## Internet fait-il vraiment grimper le PIB ?

30 juil 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Nous étions à Vancouver pour une conférence sur les technologies — les technologies de l'information, pour être plus précis.

"Dans votre livre, vous suggérez qu'internet n'a pas vraiment beaucoup contribué à l'économie", nous a dit une auditrice d'un ton accusateur. "Mais en réalité, ça semble avoir tout changé. Comme le dit Elon Musk, internet a donné au monde une sorte de système nerveux, permettant l'échange instantané d'informations sur toute la planète".

"Peut-être", avons-nous répondu. "Mais nous parlions du contexte de la croissance économique. Le genre de croissance dont on a besoin pour rembourser ses prêts. Et internet semble avoir ralenti la croissance au lieu de l'accélérer".

"Mais vous n'êtes pas d'avis que tout se limite à la croissance économique, n'est-ce pas ?"

"Non... en effet. En fait, je pense que ce n'est qu'une fraude".

Nous avons alors expliqué que les économistes peuvent mesurer uniquement la quantité, non la qualité. La quantité est donc tout ce qui les intéresse. Naturellement, ils en veulent plus.

▪ **La quantité est illimitée... mais la qualité ?**

C'est-à-dire qu'ils ne connaissent que la quantité de "trucs et bidules" que l'économie produit et vend. Si les chiffres du PIB semblent ralentir, les économistes qui gèrent la Fed conseillent une baisse immédiate des taux pour que

les lignes de montages et les caisses enregistreuses se remettent à tourner.  
Encore... encore... encore !

*Avec le crédit facile, la quantité de choses qu'on peut se permettre augmente en flèche*

Normalement, la quantité de trucs qu'on peut acheter est limitée par la quantité d'argent qu'on gagne. Mais avec le crédit facile, la quantité de choses qu'on peut se permettre augmente en flèche.

Le dollar factice (non-limité par l'or) permet une quantité presque illimitée de crédit... qui à son tour permet une quantité presque illimitée de trucs. En Chine, les usines surchauffent pour tenter de suivre la demande des consommateurs occidentaux en général et américains en particulier.

Si le crédit avait été maintenu au niveau de PIB en vigueur avant les débuts du système basé sur l'argent facile — c'est-à-dire avant 1971 —, la Chine aurait moins d'usines. Et l'économie américaine vaudrait aujourd'hui 8 000 milliards de dollars, non 18 000. Selon nos calculs à main levée, l'équivalent de 10 000 milliards de dollars de trucs et bidules n'auraient jamais été fabriqués, transportés ou utilisés rien que cette année.

Mais est-ce que ça ne signifierait pas que nous serions tous plus pauvres ?

Uniquement selon les économistes. Les économistes mesurent les trucs. Pour eux, moins de trucs signifie moins de richesse. Ils ne peuvent mesurer la qualité des trucs en question... la qualité de notre expérience... ou la qualité de nos vies.

Internet ne semble pas faire grand'chose en termes de "trucs et bidules"... mais augmente la qualité. Nous pouvons désormais trouver facilement comment faire telle ou telle activité. Nous pouvons vérifier hôtels et restaurants avant d'y aller. Nous pouvons apprendre... lire... voire des choses auxquelles nous n'avions pas accès avant. En un sens, internet permet de gagner ce qui est notre ressource la plus précieuse — le temps. On peut l'utiliser pour aller là où on le souhaite par le chemin le plus court et le plus économique. On peut l'utiliser pour trouver des informations qui auraient autrefois exigé un voyage à la bibliothèque. On peut aussi commander DES TRUCS — s'épargnant ainsi les soucis et les frais d'un déplacement dans les boutiques.

La majeure partie de ces activités sont probablement du temps gaspillé... mais elles permettent d'économiser de l'énergie. Et pour ceux qui souhaitent passer leur temps à regarder du porno ou des chatons — voire mener des batailles imaginaires avec des gens de l'autre côté de la planète — ce doit être une amélioration du niveau de vie. La croissance du PIB baisse. Mais la qualité pourrait grimper.

# LA PORTE S'OUVRE, PROFITONS-EN !

François Leclerc 30 juillet 2015

En s'installant à l'échelle européenne, le dernier stade de la crise politique est engagé. Au vu du désastre qu'elle représente, la Grèce a catalysé un débat qui part dans tous les sens. Il ne porte plus qu'accessoirement sur ce qui va advenir d'elle, mais sur le sort de l'Europe, au prétexte que son fonctionnement a été mis à mal et qu'il faut faire quelque chose, mais quoi ?

Cette approche en masque une autre sous-jacente : deux orientations divergentes et latentes émergent devant la déconfiture d'une politique économique qui n'a en ligne de mire que le désendettement, sans y parvenir si l'on considère la zone euro dans son ensemble. Pas plus qu'à relancer l'économie et réduire la pression déflationniste. Le chef de mission du FMI pour la zone euro, Mahmoud Pradhan, vient de confirmer que « plusieurs facteurs pèseront sur la croissance au cours des cinq prochaines années », énumérant un « chômage élevé, surtout chez les jeunes », un « lourd endettement des entreprises » et « l'accroissement des créances improductives du secteur bancaire ». A ce sujet, le FMI appelle à un nouvel assainissement des bilans bancaires, signalant que l'on n'en a pas fini avec les banques. Au titre des solutions globales, les gouvernements européens mettent en avant l'empilement de règles contraignantes inspirées de la doctrine ordolibérale ou des solutions organisationnelles destinées à ouvrir politiquement le jeu. Pour sa part, le FMI préconise la poursuite de l'assouplissement quantitatif de la BCE...

Les préparatifs de la bataille européenne vont bon train : les propositions fusent et les alliances se construisent. La Frankfurter Allgemeine fait état d'une nouvelle offensive en gestation de Wolfgang Schäuble, destinée à amoindrir le rôle de la Commission, qui serait préparée de concert avec Jeroen Dijsselbloem, dans la perspective de la présidence hollandaise de l'Union européenne au premier semestre 2016. Selon ce plan, les responsabilités de la Commission en matière de contrôle des règles communautaires devraient être disjointes de sa mission proprement politique d'exécutif européen afin d'être confiées à une « autorité indépendante ».

La conjuration semblerait avoir été plus loin, des contacts avec le gouvernement britannique auraient été pris à son propos, ce dernier ayant ses raisons propres de favoriser un tel remaniement du dispositif. Selon le quotidien allemand, les projets de gouvernement économique – ou de gouvernance pour les Français – ne seraient que des propositions tactiques ou des leurres destinés aux opinions publiques

allemande et française et n'auraient aucune chance d'aboutir. D'ailleurs, les cinq économistes qualifiés de Sages en Allemagne ont dans leur rapport fait état d'« énormes différences » de priorité au sein de l'Union monétaire, qui rendraient problématique la réalisation d'un tel projet : la fidélité aux règles et un contrôle plus poussé de leur application pour les uns, et le pragmatisme politique aux commandes d'un budget européen pour les autres, ne s'accordant pas.

Le débat n'est pas académique, allant se poursuivre de manière plus ou moins ouverte sur fond de relance de la crise grecque. On voit mal en effet les contradictions entre les créanciers se résorber et l'opposition interne à Syriza s'atténuer, si de nouvelles mesures sont comme prévu exigées afin de compenser le retour du pays dans la récession et la réalisation d'un déficit budgétaire, au lieu de l'excédent prévu. Parallèlement, la venue à Athènes du chef de mission du FMI continue à tarder, laissant supposer des tractations entre créanciers qui n'aboutissent pas, avec comme enjeu la participation ou non du Fonds au nouveau plan.

Le compromis péniblement trouvé à propos de la Grèce lors du dernier sommet des chefs d'État et de gouvernement symbolise l'état réel de l'Union européenne. Les deux pays considérés comme étant son moteur – entre lesquels un compromis est indispensable à son fonctionnement – n'y sont parvenus qu'au prix de la définition d'un plan mort-né. Comment pourraient-ils se mettre d'accord sur une vision commune de la zone euro, tiraillés comme ils le sont par des intérêts de plus en plus contradictoires ?

Cela ne rend que plus urgent d'affirmer un nouveau projet sortant du cadre qu'à eux deux ils représentent, sans s'en tenir à un débat étriqué sur la monnaie commune, en définissant dans tous les domaines les principes qui devraient présider à une relance européenne et au changement de société qui va de pair. Quand un débat est ouvert, pourquoi ne pas en profiter ?

## **Yellen continue d'avancer à reculons vers la hausse des taux**

**Bruno Bertez 29 juillet 2015**

Voici le texte du communiqué officieux de la Fed, il est écrit par Hilsenrath, la voix de son maître au WSJ. Nous ne le traduisons pas car il est sans intérêt. Yellen fait un pas dans la direction de la hausse des taux, mais c'est un pas à reculons. Les exégètes pinaillent sur des nuances et des mots qui sont là et d'autres qui manquent: Ils dissèquent des

« some », « somewhat » et des « nearly, » ce qui est le comble du ridicule, mais ils ne se rendent pas compte, perdus qu'ils sont dans leur bulle névrotique.

La seule chose qui compte est que globalement les chances ou les risques de hausse des taux à la réunion de septembre ont reculé de 50 à 40% ... à l'heure présente! Ce qui est sur également c'est que l'état de santé de l'économie et du Système américain n'est pas tel que l'on puisse prendre une décision claire et l'annoncer. On est nearly en bonne santé...

## **Le texte de Hilsenrath**

***The Federal Reserve on Wednesday kept interest rates near zero but cited progress in the U.S. job market, a sign it remains on course to raise interest rates in September or later this year.***

***At the same time, however, it flagged a nagging concern about low inflation, which is creating caution among officials and could convince them to delay the day of the first increase.***

*The Fed concluded its two-day policy meeting with a decision to leave its benchmark federal funds interest rate near zero, setting officials up for a potentially difficult call at the meeting to be held September 16-17.*

*Fed Chairwoman Janet Yellen has said officials expect to raise rates this year. The central bank has three scheduled policy meetings left to act, September being the next one. Wednesday's policy statement didn't send an overt signal about timing, giving the Fed an option for action by September but not a clear commitment to it.*

*Central to the Fed's thinking is how it perceives its progress in achieving its "dual mandate" of maximum employment and inflation near 2%.*

***The Fed has said it will raise rates when it has seen improvement in the job market and becomes "reasonably confident" inflation is on course to return to 2%.***

***The jobless rate has declined from 10% in 2009 to 5.3% in July, but the Fed's preferred measures of inflation have remained below 2% for more than three straight years. While progress on the jobs front makes***

***officials inclined to act, while the persistent failure to reach the inflation goal makes them hesitate.***

*Officials in their policy statement cited “solid job gains” and declining unemployment. The characterization of hiring gains was an upgrade from the Fed’s June policy statement, which noted job gains had picked up. The Fed also slightly tweaked its assessment of slack in the job market, saying underutilization of labor market resources had diminished, striking an earlier qualification that slack had diminished “somewhat.”*

*The new statement included another small hint that officials see themselves getting closer to the full employment goal. For months they have said they wanted to see “additional improvement in the labor market” before being convinced it is time to raise rates. In Wednesday’s statement they said they wanted to see “some” additional improvement, suggesting they see themselves nearing their threshold on the jobs front for action.*

*As before, the Fed said the economy has been expanding moderately, and cited gains in consumer spending and housing investment.*

***At the same time, however, they said inflation continued to run below the Fed’s 2% objective and said they were continuing to monitor inflation developments closely, a sign of some trepidation about its low level.***

*The benchmark federal funds rate has been near zero since December 2008, or 2,417 straight days.*

*The low rate is meant to spur economic activity by encouraging households and businesses to borrow, spend and invest. A worry for the Fed is that it might also spur another bubble like the one in housing that crippled the economy during the 2007-2009 recession.*

*International economic developments also weigh on officials as they plot a course for the remainder of the year. Slowing growth in China and other emerging markets is putting downward pressure on the price of commodities and manufactured goods imported into the U.S.*

*Fed officials have described these developments as transitory. In their June policy statement, they noted that energy prices had stabilized, a sign they believed this source of downward inflation pressure had diminished. In Wednesday's statement they struck the reference stable energy prices, nodding to a renewed drop in oil prices that materialized in recent weeks.*

*The Fed voted 10-0 on the action, the fifth straight meeting with a unanimous outcome.*

## **Réserves d'or, PIB : la Chine joue au poker menteur**

**Philippe Herlin Publié le 30 juil. 2015**

La semaine dernière, lorsque la banque centrale chinoise a annoncé détenir 1.658 tonnes d'or, toute la presse économique fit les gros titres sur cette nouvelle en marquant sa stupéfaction devant une progression si importante depuis 2009, date du dernier chiffre officiel connu, soit 1.054 tonnes. +57% en six ans, fallait-il s'étonner. Mais ce chiffre n'a rien d'impressionnant, cela fait un peu moins de 8% de progression par an, comme le chiffre (lui aussi officiel) de la croissance du PIB. Sans prendre de risque, nous faisons le pari que ce chiffre est faux, qu'il demeure largement sous-estimé, et que la presse manquera de superlatifs lorsqu'une prochaine annonce officielle sera plus proche de la réalité.

La Chine extrait 400 tonnes d'or tous les ans et rien ne sort de pays, qui importe dans le même temps un peu moins de mille tonnes par an selon diverses estimations. Même si tout ne finit pas dans les coffres de la Banque centrale, la réalité se situe bien au-dessus des 1.658 tonnes annoncées. En 2009, un groupe de fonctionnaires et d'économistes se réunirent pour discuter des mesures à prendre afin d'augmenter les réserves d'or du pays, en suggérant qu'elles devaient atteindre 6.000 tonnes dans les 3 à 5 années suivantes, voire 10.000 tonnes dans les 8 à 10 ans. Voici l'ordre de grandeur qu'il faut garder à l'esprit.

Mais Pékin ne veut pas abattre cette carte maintenant. Cela ne servirait à rien, toutes les banques centrales à travers le monde font du Quantitative easing, y compris la POBC (People's Bank of China), et l'inflation ne surgit pas, les gens ont confiance et ne fuient pas devant le papier-monnaie. A quoi bon parler d'or ? Il sera bien temps lorsque la défiance apparaîtra et qu'il faudra établir le yuan sur de solides bases. En attendant, silence.

Le chiffre officiel de la croissance du PIB (7%) est tout aussi faux. Selon une [étude de la Banque Natixis](#), qui se base sur des données réelles comme la

consommation d'électricité, le trafic de fret ou les importations, il serait plutôt de l'ordre de 2% seulement. Un sévère ralentissement qui commence à se voir du côté des principales bourses du pays, Shanghai et Shenzhen, qui enregistrent plongeon sur plongeon. Le pouvoir fait comme il peut pour freiner la dégringolade, y compris en suspendant la cotation de plus de la moitié des actions !

Le "communisme de marché" de la Chine ne semble finalement pas très différent de ce que l'on peut voir dans les autres pays industrialisés avec un Etat très interventionniste (niveau élevé des dépenses publiques, planche à billets), des indices manipulés (le taux de chômage US n'est pas moins mensonger que le PIB chinois), des marchés actions au plus haut et un ralentissement économique que l'on cherche à masquer à tout prix. Une situation instable qui mêle bulles et déflation, et porte le risque d'un krach majeur. En attendant il faut, pour la Chine comme les autres pays, savoir distinguer les effets d'annonce d'une réalité plus complexe et pas très reluisante.

La reproduction, intégrale ou partielle, est autorisée dès lors que [www.GoldBroker.fr/](http://www.GoldBroker.fr/) tous droits réservés" est mentionné accompagné d'un lien vers cette page.

## **Le changement de régime monétaire, ce serait un changement de Système**

**Bruno Bertez 29 juillet 2015**

Comme vous avez pu le remarquer, nous suivons de plus près les marchés financiers . C'est un choix, une politique délibérée qui ne contredit pas la phrase de Jean Bodin que nous citons souvent : « il n'est de vérité que du tout ». Car précisément, les marchés financiers, surtout en ce moment sont un reflet du Tout.

Notre actualité, la notre, celle que nous mettons en avant parce que nous la considérons comme déterminante, est celle des marchés financiers au sens large, changes, taux, actifs à risque.

L'actualité est une production des médias et de la classe politique. Le réel est ce qu'il est, mais il ne devient «actualité» que lorsque l'on en parle. Lorsqu'on le met à la « une » en quelque sorte. L'actualité est une hiérarchisation, une sélection qui font que l'on accorde de l'importance à certains évènements plutôt qu'à d'autres. Comme telle, l'actualité ou la production d'actualité est un attribut du Pouvoir et de ses alliés, c'est un attribut et un instrument. On tourne le regard ou on le détourne, selon les périodes, selon les objectifs poursuivis et bien sur quand même, selon la gravité des évènements. On ne fait pas totalement ce que l'on veut, car il y



a des « actualités » qui s'imposent. Mais on peut dire sans trop se tromper que la transformation en « actualité », l' « actualité-isation » fait partie de cette panoplie des illusionnistes qui nous gouvernent. Vous savez que le ressort de la pseudo magie c'est l'illusion et que l'illusion repose sur le détournement de l'attention.

Mettre l'accent sur le suivi des marchés financiers mondiaux alors que seuls les professionnels s'en préoccupent est donc notre choix parce que nous considérons, comme le groupe de médias qui est tristement et honteusement vendu à Drahi, que « c'est là que cela se passe ». C'est là que les choses importantes se jouent.

Il va de soi que cet article est en grande partie de la prospective caricaturale. Une tendance est engagée, des annonces sont faites, un consensus s'est établi sur une prochaine hausse des taux de la Reserve Fédérale américaine. Il ne s'agit pas ici de débattre de cette première étape de normalisation, il s'agit d'en tracer, si elle se fait, les conséquences éventuelles. En particulier et pour que ce soit clair, notre pari fondamental reste que la normalisation est impossible, même si elle est pensable. Donc ici, nous la pensons.

Notre actualité à nous, c'est la dislocation de l'ordre ancien qui s'est mis en place au début des années 80, s'est renforcé tout au long des années 90 et qui s'est accéléré depuis 2009/2010.

Nous sommes à la veille, ou l'avant veille peu importe, d'un changement Copernicien. Après des années de baisse, après des années de taux zéro et des années de promesses de taux zéro, ce que l'on nous promet maintenant, c'est, car c'est une promesse difficile à tenir, ce que l'on nous promet maintenant, c'est que l'on essaiera d'inverser, de renverser : on va tenter d'envisager un début d'Exit.

Un Exit à pas de bébé peu assurés, un Exit réversible, un Exit qui ne portera que sur les prix, pas sur la quantité de dollars disponibles. Mais un Exit complexe car perturbé par le jeu des anticipations d'une part, et par l'imbrication opaque entre le paramètre « prix » et le paramètre « quantité ». Un Exit complexe, car les préoccupations nationales des Etats-Unis sont antagoniques des objectifs géopolitiques mondiaux. La monnaie est une arme, mais elle est à double tranchant.

Dire que nous sommes à la veille ou à l'avant veille, est déjà faux car l'Exit n'est pas un évènement, mais un processus. Comme l'a encore rappelé récemment un

Gouverneur, « parler de hausser les taux, c'est déjà resserrer la liquidité et réduire le liquidity glut » . Il y a longtemps que l'on en parle, on en a parlé en 2011, en Novembre 2012, puis au printemps 2013, puis en Aout 2013, puis ....mais c'était sur l'air d'une valse hésitation, car on suggérait en même temps que la musique allait encore jouer. Et les danseurs, lesquels possédaient le code des messages, ont continué à s'agiter sur la piste. Seuls les plus fragiles, les plus brinquebalants comme les Emergents ont commencé de chercher des sièges pour se poser.

Les processus économiques et financiers sont longs, ils sont plus courts pour les financiers et plus longs pour les économiques. La finance est un monde de signes, l'économie, c'est du sang, des larmes , des efforts, des investissements, du travail. A l'intérieure de la finance il y a des vitesses différenciées. Ainsi les marchés des changes et des taux sont précurseurs par rapport aux marchés d'actions. Et que nous disent les marchés des changes avec les devises des émergents à un plus bas de 15 ans ? Ils nous disent que c'est le retour du King dollar. Nous sommes dans une phase de changement de régime monétaire. Voila la seule chose qui importe et vous ne la verrez pas faire les titres des journaux.

Le changement de régime monétaire se donne à voir en Chine avec l'effondrement du marché financier qui vient d'emporter au « money heaven » près de 4 trillions, avec les sorties colossales de capitaux en Turquie, en Malaisie, en Russie, au Brésil ou il va précipiter une crise politique, en Australie en Nouvelle Zélande . etc etc. Les capitaux quittent les Périphéries. Le retour du King dollar fait chuter l'or, il pèse sur le Franc Suisse , sur le pétrole, sur les commodities etc etc.

Le changement de régime monétaire est, pour certains pays, un tout ou rien. Pendant de nombreuses années ils ont reçu la manne et se sont développés ; malheureusement de façon déséquilibrée, et maintenant, tout s'inverse, les changes, les taux, la croissance, la politique, bientôt le social.

Alors que les USA fêtent leur Indépendance, les autres, prennent conscience de leur Dépendance. La Chine s'apprêtait à contester l'Hegemon des USA , en particulier au FMI. Et voila qu'elle se trouve paralysée dans un noeud de contradictions : pour jouer un plus grand rôle elle doit libéraliser, jouer le jeu de l'ouverture, mais l'effondrement de sa croissance, sa crise bancaire et boursière l'obligent à faire l'inverse, à s'enfoncer dans les contrôles, les manipulations et l'autoritarisme ! Elle doit choisir entre la chienlit à l'intérieur ou la montée sur la scène internationale. A-t-elle le choix ? On ne peut avoir un pied dedans le Système et un pied au dehors, la Russie en fait l'expérience. Le Brésil est une

catastrophe en attente d'arriver.

Nous verrons ce qu'il en adviendra, sous le nouveau régime monétaire, de l'Europe, de l'Union Européenne. Car là aussi c'est déterminant. L'Union a bénéficié du régime monétaire marqué par la surabondance des dollars, des liquidités et donc de l'appétit pour le risque. Normal, car une partie de l'Union est un risque, un risque masqué, couvert, mais énorme. Une partie de l'Union est ce que l'on appelle une périphérie.

L'Union ne tient que par le replâtrage de Draghi, lequel n'est autorisé que par le régime monétaire d'abondance, celui qui est en cours d'inversion. Pendant longtemps, on a masqué ceux qui se baignent nus.

Les USA ont le pouvoir de contester l'Hégémon allemand. La relation entre l'Allemagne et les USA est dialectique, positive et négative selon la séquence : alliance, conflit, partage. Positive car l'Allemagne est le vecteur du pouvoir US en Europe, mais négative car les deux impérialismes en réalité, historiquement, s'affrontent. Il n'y a pas de place pour deux logiques antagoniques. L'Allemagne a sa volonté de puissance comme dans les années 30 : elle n'a pas changé. Elle s'oppose à l'extension de la philosophie monétaire anglo-saxonne fondée sur la monnaie serve et l'inflationnisme, elle est l'empêcheur d'inflater en rond. Elle est pour le capitalisme Rhénan, le capitalisme de production, qui lui convient si bien et a fait en sorte qu'elle exporte 40% de son GDP. Elle refuse les délices du capitalisme d'arbitrage. De ceci témoigne les travaux récents des Conseillers Economiques Allemands. Ils disent qu'il ne faut pas défendre à tout prix l'intégrité de l'Union monétaire, qu'il faut oser envisager la fin du « extend and pretend », qu'il faut « virer » les plus faibles ou désobéissants. Pourquoi ? Parce que si on ne les vire pas, alors il faut à la fois faire l'Union fiscale et en même temps accepter l'inflationnisme. Il faut, si on soutient les plus faibles, accepter de s'affaiblir. Fini le modèle Allemand.

Il suffit que les USA aillent plus loin ou plus vite dans la normalisation monétaire pour faire craquer les marchés export de l'Allemagne, pour mettre à genoux l'Italie, le Portugal puis menacer la France ! Ce faisant, ils mettent les Allemands au pied du mur. Et le pied du mur, on le voit, on l'entend chez les faibles comme l'Italie et la France, c'est l'intégration politique « démocratique » façon Hollande, celle qui diluera l'Hégémon Allemand. Le retour du King Dollar, c'est dans un premier temps, la baisse de l'euro, son déclin comme monnaie de réserve, c'est

l'inflation en Allemagne, les tensions sociales, la dislocation du consensus. Après une euphorie trompeuse, c'est la fissure des fondations.

Rien n'est simple et rien n'est joué. Nous avons dit que les objectifs nationaux américains se heurtaient aux antagonismes globaux. Les Etats-Unis n'ont les mains libres pour changer de régime monétaire que pour autant qu'eux, restent protégés, à l'abri. C'est toute la question du découplage. Y a-t-il vraiment une exception américaine, la question sera posée.

Les dislocations extérieures sont contagieuses par les interconnexions économiques, financières, bancaires et boursières. La conjoncture domestique américaine rencontre le vent contraire de l'appréciation du dollar, la contraction des débouchés extérieurs, le poids des incertitudes.

Le système bancaire et financier est plus solide qu'ailleurs et il sert actuellement de refuge, donc il bénéficie dans un premier temps d'afflux de capitaux. Ceci permet de masquer les craquements du crédit, les fissures dans le Junk et le High Yield provoquées par le reflux du prix de l'énergie. Mais dans un second temps, il est vulnérable par les déficits, les dettes et leur financement. Une grosse partie est détenue par les institutions étrangères. C'est la croissance des réserves mondiales qui a permis un financement sans douleur des déficits et maintenu les taux très bas. Or ces réserves fondent comme neige au soleil. Le Système BWII qui a assuré, par le recyclage, le financement américain risque de manquer de matière à recycler. On parle, à tort ou à raison des ventes de Treasuries de certains grands pays. Un marché ordonné des Treasuries US est central dans la mise en place de la transition vers le nouveau régime.

Ce que nous voulons faire ressortir et toucher du doigt, c'est que nous avons vécu dans un certain Système, que ce Système est un tout, tout se tient par la barbichette, et lorsqu'on en touche une partie, alors c'est l'ensemble qui doit se réaménager.

## **Les obligations à 100 ans de SNCF Réseau : une absurdité de plus...**

30 juil 2015 | [Mory Doré](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)  
[Le Mexique a sorti une obligation à 100 ans.]

▪ Les sujets d'absurdité économique et financière ne manquent pas depuis quelques mois pour ne pas dire depuis quelques années.

- Valorisations d'actifs déconnectées de leurs fondamentaux.
- Création monétaire qui ne correspond pas à du crédit ; dans une économie qui fonctionne normalement, le système bancaire crée de la monnaie contre du crédit mais détruit cette monnaie au fur et à mesure du remboursement de ce même crédit.
- Taux d'intérêt négatifs, ce qui est difficilement imaginable. Le taux d'intérêt doit être compris entre une limite basse (mais positive), celle qui est telle que l'épargnant ne perde pas dans l'opération et une limite haute, celle qui permet à l'entreprise d'emprunter et d'investir sans perte ; ce qui revient à dire que la limite supérieure n'est rien d'autre que le taux de rentabilité du capital investi.

▪ **Une nouvelle absurdité de notre environnement économique et financier : l'investissement sur un horizon de 100 ans**

Nous avons, en effet, appris cette semaine que SNCF Réseau (ex Réseau Ferré de France) venait d'émettre de la dette... à 100 ans. Certes, le montant émis est faible (25 millions d'euros) et il s'agit plus d'un placement privé sur mesure pour les "besoins" d'un investisseur institutionnel que d'une émission obligataire proprement dite.

*Ce genre d'opération préfigure peut-être une nouvelle "race" d'obligations* Mais ce genre d'opération préfigure peut-être une nouvelle "race" d'obligations. Nous avons déjà expliqué les risques des obligations d'Etat avec la naissance de nouveaux types de produits : titres subordonnés avec des rémunérations de plus en plus aléatoires (indexation sur la "croissance" ou sur les performances budgétaires) ; titres zéro coupon avec capitalisation des intérêts et remboursement du capital à échéance très lointaine (le retour des rentes perpétuelles en quelque sorte).

A première vue, tout le monde y trouve son compte.

Pour certains émetteurs (nous pensons plus particulièrement à des Etats ou des organismes publics, para-publics voire supranationaux), il s'agira de repousser leur insolvabilité aux calendes grecques.

Pour certains investisseurs, il s'agira d'aller chercher du rendement sur des classes d'actifs de plus en plus risquées ou sur des maturités de plus en plus longues parce que les actifs prétendus les plus sûrs comme les emprunts d'Etat continuent à offrir des rendements toujours faibles ; or, personne ne voit comment ces rendements pourraient remonter avec les actions non conventionnelles passées, présentes et futures des banques centrales.

Pour la petite histoire, l'émission de SNCF Réseau à 100 ans ressortait à 2,78% à 100 ans. Franchement, qui peut assurer sur un horizon aussi long que ce risque est correctement rémunéré ? Ce n'est pas parce qu'aujourd'hui la probabilité de défaut à un an d'une signature notée AA comme SNCF est de 0,02% qu'il faut en déduire (comme certains le font sur les marchés financiers) que cette probabilité est de 2% à 100 ans ou encore 0,02 défaut tous les 100 ans et deux défauts tous les 10 000 ans.

Quand bien même le risque de crédit serait correctement rémunéré, la rentabilité financière d'un investissement à 2,78% sur 100 ans est loin d'être assurée — sauf à ce que l'inflation moyenne sur les 100 ans qui viennent reste inférieure à 2,78%. Naturellement personne ne peut anticiper quoi que ce soit en la matière. Autant d'incertitudes et de paris qui témoignent du caractère hautement "spéculatif" d'un tel investissement.

### ▪ Jusqu'où va le long terme ?

L'investissement à très long terme se justifie-t-il ? Certains vous répondront que oui en mettant en avant que certaines institutions disposent de ressources très stables. Ce type de raisonnement nous dérange profondément pour au moins deux raisons :

- Dans le cadre d'une gestion de bilan raisonnable et sécurisée, les ressources considérées comme les plus stables et les plus pérennes subissent des risques de liquidité : elles ne sont pas immédiatement vendables.

- Certes les institutions sont "immortelles" (à la faillite et à la restructuration près) mais les responsables des institutions qui investissent sont "mortels". C'est un peu comme si un dirigeant en exercice achetait des produits financiers structurés avec un rendement assuré et bonifié sur une période de court terme (celle où il aura des comptes à rendre) tandis que la période de risques futurs est transférée : à la collectivité ou aux autres dirigeants.

Où est la responsabilité à 100 ans ?

*Où est la responsabilité à 100 ans ?*

Les investisseurs, quelle que soit leur expertise, leur expérience et leur professionnalisme, ont été et sont durant l'exercice de leurs fonctions protégés par ce que l'on a appelé le *put* Greenspan (Fed 1998-2006) puis le *put* Bernanke (Fed 2006-2014) et aujourd'hui le *put* Draghi (BCE depuis 2014), le *put* Kuroda (Banque du Japon depuis 2013). Et peut-être demain les *puts* Yellen et Carney si la Fed et la Banque d'Angleterre sont contraintes courant 2016 de revenir à des politiques d'assouplissement quantitatif (faisant ainsi plus qu'annuler les premiers relèvements de taux directeurs).

Pourquoi employer cette terminologie de *put* ? Lorsque vous êtes vendeurs de *put* sur un actif financier à un niveau de prix déterminé, cela signifie que vous pariez sur l'impossibilité que son prix descende en dessous de ce niveau. Le *put* des banquiers centraux est donc une assurance implicite mais inconditionnelle de la banque centrale de racheter à ce niveau. Les crises financières sont sans cesse repoussées dans le temps parce que les marchés sont persuadés que les politiques monétaires seront toujours là pour sauver le système financier international.

L'économiste et philosophe libéral américain Thomas Sowell écrivait :

*"Il est difficile d'imaginer une façon plus stupide ou plus dangereuse de prendre des décisions que de mettre ces décisions entre les mains de personnes qui n'en tireront pas les conséquences en cas d'erreur".*

En France, cet économiste est ignoré et certaines de ses citations de bon sens frappées d'omerta :

*"Malgré une littérature aussi abondante que fervente sur la distribution de revenus, le fait est que la plupart des revenus ne sont pas distribués mais gagnés", ou encore : "la première leçon de l'économie est celle de la rareté : qu'on n'a jamais assez de tout pour satisfaire les besoins de chacun. Et en politique la première leçon est de ne pas tenir compte de la première leçon de l'économie".*

L'action politique tombe sous le coup de la première citation. Il en est désormais de même pour le monde de la finance avec des décisions d'investissement prises par des responsables qui ne seront que très rarement les personnes qui auront à restructurer les actifs achetés auparavant.

Tant que les responsables ne seront pas punis de leurs échecs, il nous faudra malheureusement continuer à vivre dans [un monde de crises](#) altéré par l'inefficacité de l'action publique (surtout dans les pays les moins libéraux), les déséquilibres macroéconomiques et l'instabilité permanente des marchés financiers.

## **Mais que veut la Chine aux DTS ?**

30 juillet 2015 | [Cécile Chevré](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

Notre grande semaine consacrée aux DTS se poursuit aujourd'hui. Après avoir [défini ce qu'étaient ces DTS](#), puis avoir examiné quel rôle ils pouvaient jouer [dans le monde de l'après-dollar qui se prépare](#), nous allons aujourd'hui répondre à cette grande question : mais que veut la Chine aux DTS ?

Le mode de calcul de la valeur des DTS est revu tous les 5 ans. La dernière fois, c'était en 2010. Les devises appartenant au panier (dollar, euro, livre sterling et yen) n'avaient alors pas été modifiées mais la place du dollar avait été légèrement revue à la baisse principalement à la faveur de l'euro. Cinq ans plus tard, ceci nous amène tout logiquement à une révision de mode de calcul pour la fin de l'année.

### **Les DTS, un label de qualité économique pour le yuan**

Or la Chine aimerait énormément que le yuan intègre le panier de devises qui sert à déterminer la valeur des DTS.

Pourquoi ? Parce que cela serait un pas significatif vers l'objectif actuel de Pékin, à savoir intégrer le club de pays – et de devises – dominant le système monétaire et commercial mondial. C'est ce que vous expliquait Jim Rickards il y a quelques jours [dans la Quotidienne](#) : pour l'instant, la Chine ne veut pas prendre la place des Etats-Unis. Elle veut faire partie de son club privé :

*La Chine ne veut pas détruire l'actuel système financier mondial. Elle veut le rejoindre.*

*La Chine veut faire ce qu'ont fait les Etats-Unis : demeurer sur une norme de devise papier tout en rendant cette dernière suffisamment importante, dans le monde financier, pour pouvoir influencer le comportement des autres pays.*

Pour tenter de convaincre le videur, la Chine doit donc montrer patte blanche, et même plus :

*La meilleure manière d'y parvenir, c'est d'augmenter son pouvoir de vote au sein du FMI et de faire intégrer le yuan dans le panier des devises du FMI qui détermine la valeur des droits de tirage spéciaux.*

*Pour réaliser ces deux choses, la Chine a besoin de l'approbation des Etats-Unis car ces derniers disposent d'un droit de veto sur tout changement important au sein du FMI. Les Etats-Unis peuvent bloquer les ambitions chinoises.*

*Le résultat, c'est un vaste marchandage dans lequel la Chine va obtenir le statut qu'elle souhaite auprès du FMI mais, en contrepartie, les Etats-Unis forceront la Chine à se comporter au mieux.*

Pour Pékin, parvenir à faire partie de ce club des DTS, c'est, comme le dit Jim dans [Intelligence Stratégique](#), un vrai gage de reconnaissance :



*Si une monnaie fait partie du panier, c'est une sorte de "label de qualité économique". Pour le FMI, c'est une façon de reconnaître qu'une monnaie compte, qu'elle a de l'importance, qu'elle est suffisamment forte en termes de commerce international, de liquidité, de convertibilité, et qu'elle s'appuie sur des marchés suffisamment consistants. Cette monnaie est jugée suffisamment importante pour figurer dans le panier des DTS.*

Pékin considère cette demande comme parfaitement légitime. La Chine est, selon la méthode de calcul utilisée, la première ou la deuxième économie mondiale. Elle met progressivement en place des institutions financières alternatives (pensez par exemple à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures lancée tout récemment par Pékin...), des accords monétaires et commerciaux, des marchés crédibles et capables de rivaliser avec Wall Street. Dans son ascension vers le statut de puissance économique et financière majeure, l'intégration au club des DTS est une étape importante.

La Chine est donc en train de négocier avec les Etats-Unis pour rejoindre les DTS. Tout ceci a des significations pour le marché de l'or, [que Jim vous explique ici](#), mais aussi sur les relations diplomatiques entre les deux pays, sur la manière dont Pékin gère le ralentissement de son économie ou encore sur les marchés actions chinois. Eh oui, sur tout cela.

### **Mode d'emploi pour rejoindre le club**

Je vous le disais, pour intégrer le club des DTS, Pékin doit respecter quelques règles. Il y a d'abord celle sur l'or (en posséder plein mais ne pas le dire), mais aussi celle de ne pas trop jouer avec sa monnaie.

Or parmi les nombreux points de contentieux entre Pékin et Washington, la question de la valeur du yuan par rapport au dollar revient régulièrement sur le tapis.

Une des conditions donc pour que la Chine rejoigne le club est qu'elle pose les armes dans la guerre des devises que se livrent les principales banques centrales de la planète. [NDLR : Comprendre et profiter de cette guerre est, vous le savez, une des spécialités de Jim. [Il vous en dit plus dans ce message...](#)] Pour résumer, Washington attend de Pékin qu'il arrime son yuan au dollar, ce que l'on appelle le "peg" dans le monde des devises, pour éviter que la monnaie chinoise ne varie trop par rapport au billet vert.

Les Etats-Unis sont passés au rang de professionnels en matière de guerre des devises mais, s'étant aussi arrogé le rôle de shérif des marchés monétaires, ils

peuvent se permettre de remarquer la paille dans l'oeil du voisin tout en ignorant superbement la poutre qui se trouve dans le leur. Pour résumer, les Etats-Unis aimeraient être les seuls à pratiquer la guerre des devises.

Pour la Chine, accéder à la demande de Washington n'est pas si simple que cela, tout particulièrement depuis que son ralentissement économique se confirme. Une des solutions pour relancer l'économie du pays serait de baisser ses taux (ce que la Banque populaire de Chine fait déjà) et de dévaluer sa monnaie (et donc favoriser les exportations, et donc l'économie et donc le marché de l'emploi), ce qu'elle ne fait pas pour l'instant.

Pourquoi ? Parce que Pékin a décidé de maintenir le peg avec le dollar, coûte que coûte. Du moins pour le moment. Voici une raison pour laquelle les autorités chinoises ont les mains entravées pour intervenir face au ralentissement économique.

La conclusion revient à Jim, dans *Intelligence Stratégique* :

*Elle adopte cette politique monétaire schizophrène par laquelle, elle dévalue le yuan en abaissant ses taux et, dans le même temps, elle tente de renforcer sa monnaie en achetant des yuans afin de maintenir le peg avec le dollar.*

*Cela me rappelle l'histoire du Dr. Doolittle et de cet animal qui tente d'avancer et de reculer en même temps. C'était un lama à deux têtes, sans queue, mais avec une deuxième tête à la place. Il essayait d'avancer dans les deux sens en même temps. C'est exactement ce que fait la politique monétaire chinoise en ce moment : desserrer la vis en réduisant les taux d'intérêt, mais resserrer la vis en achetant des yuans, tout ça pour maintenir le peg et entrer dans ce club.*

Et comme nous ne le verrons demain, une possible intégration de la Chine au club des DTS explique aussi le boom boursier chinois de ces derniers mois (du moins avant le krach de juillet). Rendez-vous demain dans la *Quotidienne* pour la dernière étape de notre semaine consacrée aux DTS.

## **Les canaux Français...**

Patrick Reymond 30 juillet 2015

**[En fait, tout est à refaire un peu partout dans le monde. Nos infrastructures datent presque tous des années 60 (les trente glorieuses. Mais nous n'aurons pas l'argent pour tout reconstruire.)**

Construit aux 19<sup>e</sup> siècle sont désormais bien malades. Economiquement parlant, s'entend. Parce que techniquement, [Suez](#) et Panama ont été recreusés, agrandis, et pourront absorber un trafic grandissant.

Mais, c'est là que le bât blesse. En effet, rien n'indique qu'un trafic mondial -stagnant- se dirige vers les deux canaux.

Panama est essentiellement un canal Nord-Nord, axe intérieur US, plus qu'un canal international. Le trafic des états sud américains, est lui, beaucoup plus restreint.

De plus, il sera menacé par la concurrence du canal chinois du Nicaragua, et ce canal, lui, aura l'avantage d'être, pour le trafic nord-américain, beaucoup plus court. C'est ce tracé qui avait, d'ailleurs, un temps tenté le gouvernement US, qui préféra finalement le rachat de la compagnie de Panama, qui avait quand même réalisé 1/3 des travaux. Le gouvernement US et le gouvernement britannique avait d'ailleurs agi en sous-main, pour dissuader les grandes banques françaises d'y participer.

Pour Suez, c'est aussi très discutable. l'essentiel du trafic est pétrolier, et l'Europe Occidentale voit sa consommation s'effondrer. Quand aux USA, ils s'approvisionnent massivement sur leur propre continent, et accessoirement ailleurs, principalement au Nigéria, donc, ils n'ont pas besoin de Suez.

On peut donc être très circonspect sur les [perspectives d'amélioration](#) du trafic de Suez, où le gouvernement égyptien espère voir passer les recettes de 5.3 à 13.2 milliards. Il faudrait, pour cela, que la totalité du trafic du cap passe par Suez, et que la croissance du trafic reprenne. On peut sérieusement en douter. L'Europe est économiquement, à bout de souffle, comme l'indique sa baisse de consommation d'énergie, et sa consommation de produits asiatiques, devrait, logiquement, baisser...

## [Frémissement...](#)

[Patrick Reymond 29 juillet 2015](#)

[Dans le domaine de la construction](#). Mais comme tout un chacun, on préfère un autre genre de frémissement, dont je vous laisse deviner la nature.

Parce que pour ce qui est [du frémissement](#) de la construction, c'est à 99 % de la propagande. [De l'effet Coué, qui, comme aux USA, il y a bien longtemps, au début de la crise, s'obstinait à voir un "redémarrage", qui n'existait pas.](#)

Il y avait tellement de choses à vendre, que la construction ne pouvait que décliner. Et quand on perd son boulot, il y est tellement facile de filer les clés de sa maison,

de son automobile...

L'amélioration des carnets de commande semble d'abord liée à la rénovation, et ensuite, la construction n'est pas saine, quand un logement neuf est souvent proposé moins cher qu'un logement ancien à refaire.

A Roubaix, (me semble t'il), on propose de la maison à 1 euros, avec l'obligation de rénovation (coût estimé, 100 000 euros).

En outre, il est très clair que le "frémissement", n'est pas évident pour tous. A partir des mêmes données, certains fanfaronnent, d'autres parlent toujours de crise. La seule nouvelle qu'on puisse tirer des données, c'est qu'il y a, semble t'il, un pallier. Mais comme je l'ai dit, je vois la crise, en une succession de LLL.

On se félicite des "mesures énergiques" du gouvernement. Donc, ce secteur n'a pas perdu ses habitudes d'être, systématiquement, dépendant d'une vache à lait.

Quand au bien fondé de construire 350 000 logements neufs, en se désolant de ne pas avoir atteint un chiffre de 500 000 (ça veut dire quoi ?), on ne peut que mettre ici en avant que cela relève du dogme, plus que de la santé mentale bien comprise.

En outre, les 3/4 de ces logements sont inutiles, soit bâtis dans des régions qui n'en ont aucun besoin, soit dans des régions souffrant de thromboses immobilières, comme la côte méditerranéenne. Pour certains, le prix normal à la location est de 12 euros du M2, à certains endroits, ça ne se loue pas à 3 ou 4 euros M2.

## **Sombres seigneurs de la finance actuelle**

**Bruno Bertez et Alexander Friedman 29 juillet 2015**

*Nous vous livrons ce texte paru dans l'AGEFI SUISSE. il ne touche qu'un des aspects de la nocivité des politiques menées, il y en a beaucoup, beaucoup d'autres. La fragilité des systèmes de retraites est une bombe à retardement, mais il y a aussi et surtout l'écart grandissant entre les promesses contenues dans la masse des actifs financiers et la richesse réelle future qui sera disponible pour les assumer. Les politiques monétaires ont fait en sorte que les notions de prix et de rendement des actifs soient escamotées derrière la plus value des cours de Bourse. Cela n'a qu'un temps...*

mercredi, 29.07.2015

## **Les décideurs de la politique monétaire seraient-ils actuellement sur le point de provoquer une nouvelle rupture mondiale?**

**Alexander Friedman Agefi Suisse**

Dans son ouvrage intitulé Les Seigneurs de la Finance, récompensé par un prix Pulitzer, l'économiste Liaquat Ahamed nous raconte comment quatre banquiers centraux, poussés par une fervente adhésion à l'étalon-or, sont parvenus à

provoquer une «rupture planétaire» et à engendrer la grande Dépression. Aujourd'hui, la plupart des banquiers centraux partagent une nouvelle sagesse conventionnelle – autour des bienfaits d'une politique monétaire assouplie. Ainsi, les décideurs de la politique monétaire seraient-ils actuellement sur le point de provoquer une nouvelle rupture mondiale?

Nos politiques monétaires orthodoxes ne sacralisent plus désormais l'étalon-or, qui conduisit les banquiers centraux des années 1920 à une mauvaise gestion des taux d'intérêt, créatrice d'un effondrement économique mondial qui aboutira finalement à la Seconde Guerre mondiale. Pour autant, une période actuelle sans précédent, caractérisée par l'assouplissement coordonné des politiques monétaires depuis la crise financière de 2008, pourrait bien se révéler tout aussi problématique. En effet, l'impact perceptible sur les marchés financiers s'avère d'ores et déjà considérable.

Le principal effet engendré est tout à fait clair. Il réside en ce que les investisseurs institutionnels éprouvent de plus en plus de difficultés à générer des rendements réels positifs dans le cadre de l'ensemble des investissements traditionnellement refuges. Les prestataires d'assurance-vie peinent notamment à satisfaire aux taux de rendement garantis. Selon un récent rapport publié par Swiss Re, si les obligations publiques avaient été négociées à un niveau plus proche de leur «juste valeur», les assureurs d'Amérique et d'Europe auraient enregistré des bénéfices d'environ 40 à 80 milliards \$ entre 2008 et 2013 (dans l'hypothèse d'une attribution aux revenus fixes habituellement située entre 50 et 60%). S'agissant des fonds publics de retraite, un rendement supérieur de 1% au cours de cette période aurait permis d'accroître le revenu annuel de 40 à 50 milliards \$.

Les investisseurs ont réagi aux taux d'intérêt proches de zéro par des ajustements inédits dans leur manière d'affecter les actifs. Dans la plupart des cas, ils ont pris davantage de risques. Pour commencer, ils se sont orientés vers des instruments de crédit plus risqués, ce qui a entraîné une compression des écarts d'obligations d'entreprise. Une fois les rendements sur effets de commerce abaissés jusqu'à des niveaux historiquement faibles, les investisseurs ont continué de pousser en direction des actions. Environ 63% des investisseurs institutionnels mondiaux ont augmenté leurs affectations en direction d'actions de marchés développés au cours des six mois précédant avril 2015, d'après les données issues d'une récente étude réalisée par State Street – bien qu'environ 60% d'entre eux prévoient une correction de marché de 10 à 20%.

Les investisseurs les plus conservateurs de la planète ont eux-mêmes pris des risques sans précédent. Les fonds publics de retraite japonais, qui comptent parmi

les plus importants au monde, ont abandonné les obligations locales à des rythmes record. En plus de booster les investissements en direction des obligations et bourses étrangères, ces fonds augmentent désormais leur détention de stocks domestiques, pour le cinquième trimestre consécutif.

Bien que ces décisions d'affectation soient compréhensibles, étant donné les rendements dérisoires générés par les investissements à revenu fixe, un deuxième effet engendré pourrait en fin de compte se révéler dévastateur.

Le marché des actions à la hausse en est aujourd'hui à sa sixième année d'existence. Même à l'issue de l'instabilité de marché provoquée par la crise grecque et la chute du marché boursier chinois, les valorisations semblent aujourd'hui élevées. Le S&P 500 a dépassé ses niveaux d'avant 2008, les actions de certaines sociétés se négociant actuellement 18 fois au-dessus de leur rendement.

Aussi longtemps que souffleront les vents favorables de l'assouplissement quantitatif mondial, d'un pétrole bon marché, et de nouveaux flux institutionnels entrants, les actions pourront continuer de susciter l'intérêt. Pour autant, une réelle correction de marché se produira tôt ou tard. Et lorsque ce sera le cas, les fonds de retraite et autres compagnies d'assurance seront plus exposés que jamais à la volatilité des marchés d'actions.

Cette surexposition émerge à une période où les tendances démographiques œuvrent à l'encontre des fonds de retraite. En Allemagne, par exemple, pays où 20% de la population est âgée de plus de 65 ans, le nombre d'individus adultes en âge de travailler devrait passer des quelque 50 millions actuels à moins de 34 millions d'ici 2060. Du côté des marchés émergents, l'augmentation rapide de l'espérance de vie et le déclin de fertilité devraient doubler la part de population âgée de plus de 60 ans en Chine d'ici 2050 – ajoutant près d'un demi-milliard de personnes supplémentaires nécessitant un soutien au cours de leurs années de retraite.

Si l'effet combiné des fortes pertes observées sur les marchés d'actions et de la hausse des ratios de dépendance venait entraver les fonds de retraite dans la satisfaction de leurs obligations, il incombera alors aux gouvernements de fournir les filets de sécurité – s'ils sont en mesure de le faire. La dette publique, en pourcentage du PIB mondial, augmente en effet à un taux annuel de 9,3% depuis 2007.

En Europe, par exemple, la Grèce n'est pas le seul pays à crouler sous les dettes. En 2014, les niveaux de dette à travers la zone euro ont continué de grimper, jusqu'à atteindre près de 92% du PIB – soit le plus fort pourcentage depuis

l'introduction de la monnaie unique en 1999. Si les caisses de retraite et les gouvernements se révèlent incapables de soutenir les personnes âgées, les États du continent tout entier pourraient bien connaître une instabilité sociale croissante – dans une sorte de version généralisée de la saga qui s'opère actuellement en Grèce.

On peut considérer que les nouveaux seigneurs de la finance sont parvenus avec succès à atteindre beaucoup de leurs objectifs depuis l'irruption de la crise financière il y a sept ans. Il faut leur reconnaître cela. **Néanmoins, lorsque l'urgence frappe, les réponses politiques à grande échelle produisent toujours des conséquences involontaires, qui sèment généralement les graines d'une prochaine et considérable crise. Étant donné l'agitation récente des marchés, la question est désormais de savoir si cette crise prochaine n'a pas déjà commencé.**

\* GAM Holding

## [La France de 1929 s'adresse à l'Allemagne de 2015](#)

**Michel Santi 30 juillet 2015**

Ayant violemment décroché en juillet 1926 pour atteindre un cours de 50 francs vis-à-vis du dollar américain, le franc français ne fut stabilisé que six mois plus tard, grâce à l'ingéniosité de Raymond Poincaré qui en fixa le cours à 25 francs vis-à-vis du dollar. Dans un contexte global dominé par l'étalon or, cette crise du franc eut des effets dévastateurs sur l'économie mondiale par la faute des autorités françaises qui optèrent pour la conversion de la totalité de leurs excédents en dollars et en livres sterling contre le métal jaune.

Ces manipulations françaises dépassaient largement le stade de la simple protection de leurs intérêts nationaux et de la défense du franc, même si leurs objectifs initiaux étaient de promouvoir leurs exportations et de secourir leur industrie. Ainsi la relance de l'activité économique française, via la maîtrise du cours du franc, aurait effectivement pu être réalisée par la simple accumulation de réserves en monnaies étrangères. Ces acquisitions massives d'or par la Banque de France étaient en fait destinés accessoirement à déstabiliser les grands rivaux du franc, à savoir le dollar et la livre.

Ayant unilatéralement décrété l'augmentation massive de ses réserves d'or de 7 à 27 % entre 1927 et 1932, la France a de ce fait substantiellement contribué à assécher l'approvisionnement en or sur les marchés mondiaux. Un mouvement relativement bien digéré par l'économie mondiale jusqu'à la fin de l'année 1928,

car la Réserve fédérale américaine s'était avérée assez accommodante, laissant filer vers la France une partie des stocks mondiaux de métal jaune.

Néanmoins, à la faveur de la hausse du taux d'escompte américain en février 1929, des flux substantiels d'or devaient également prendre le chemin des États-Unis, provoquant tout naturellement l'appréciation de son cours. Phénomène qui devait mécaniquement contribuer à comprimer les prix de l'ensemble des actifs mondiaux (hors métaux précieux) dès l'été 1929 ! Induite par la France, l'accélération de la demande d'or mondiale fut ainsi à l'origine de la déflation au sein de l'ensemble des nations ayant corrélié leur monnaie nationale au métal jaune.

Cette conjoncture des années 1930 ressemble étrangement à notre période actuelle si ce n'est que c'était l'Allemagne qui, à l'époque, se trouvait dans la situation des nations européennes en souffrance d'aujourd'hui comme la Grèce, l'Italie ou le Portugal ! C'est une austérité violente que l'Allemagne dut mettre en place au début des années 1930 à la faveur de l'assèchement de ses financements internationaux, avec pour conséquence mécanique l'explosion de son taux de chômage ayant culminé jusqu'à 35 % de sa population.

Au même moment, la France – qui était l'Allemagne d'aujourd'hui – allait bien et affichait une des économies les plus prospères du monde. Elle naviguait dans cette période trouble en maintenant un taux de chômage à un seul chiffre et des excédents comptables enviés. En mesure de se muer en locomotive financière du reste de l'Europe de cette fin des années 1920 et début des années 1930, la France préféra se murer dans une posture égoïste et renfermée, refusant d'adopter une politique économique et monétaire conciliante et expansionniste et choisissant plutôt d'ignorer les déboires de ses voisins.

L'effondrement financier de l'Europe doit donc beaucoup à ce nombrilisme français de l'époque. Exactement comme certaines nations européennes à la dérive peuvent aujourd'hui, avec raison, blâmer l'intransigeance allemande pour les extrémités intolérables où elles sont acculées.

## **La nouvelle nouvelle économie**

**Marc Fiorentino Morning Zapping 30 juillet 2015**



Vous vous rappelez de ce terme des années 90? On ne l'emploie plus. On parle aujourd'hui d'économie numérique ou digitale. Ou d'économie tout court car la nouvelle économie est devenue l'économie. Hier la capitalisation d'Amazon a dépassé celle de Wal-Mart et c'est plus qu'un symbole, c'est le signe d'une accélération du basculement de l'économie dans une ère nouvelle qui bouleverse tous nos métiers

### ON NE POURRA PLUS DIRE

qu'Amazon écrase le marché pour faire de la croissance en sacrifiant ses bénéfices. Après 20 ans d'existence, Amazon génère des bénéfices. Des tout petits bénéfices, 92 millions de dollars pour plus de 23 milliards de dollars de chiffre d'affaires, mais des bénéfices tout de même. Après séance, après la publication des chiffres, Amazon progressait de 17% pour atteindre près de 270 milliards de capitalisation.

### COMPARABLE ?

Hier soir, Wal-Mart valait 230 milliards de dollars et Amazon 270. Wal Mart c'est plus de 10,000 magasins dans le monde et un chiffre d'affaires cinq fois supérieur à Amazon... Les GAFAs, auxquels il faudra ajouter la génération suivante des Uber, Airbnb et autres, accentuent leur domination sur le monde. Assez impressionnante la capacité des États-Unis à se réinventer et à dominer chaque nouvelle révolution industrielle. La clé? L'état d'esprit conquérant avec un seul mot d'ordre sky is the limit et ce n'est même pas le cas pour Space X, des financements à risque illimité, l'absence de contraintes administratives et sociales, entre autres. Une autre planète en fait.

### L'EUROPE, CONTINENT START UP?

Les Échos consacrent leur une à l'Europe gagnée par la folie start-up avec 7 milliards de dollars investis au premier trimestre et l'émergence de champions internationaux du numérique en France.

Allez on y croit pour ne pas déprimer face à la domination écrasante américaine

### LA BIBLE

La lecture sacrée du matin de tous les financiers a changé de mains hier. Après un bug. Le Financial Times a lui-même annoncé qu'Axel Springer le rachetait pour démentir et annoncer que finalement c'était le groupe de médias japonais, Nikkei, qui a emporté la mise. Une mise à 1.2 milliard d'euros. Le FT aussi a su se réinventer, surmonter et dompter le tsunami numérique. Un analyste a calculé que Nikkei payait 2.4 millions de dollars par journaliste... Qui a dit que ce métier

était condamné?

## ENFIN

Si vous n'avez jamais osé ou jamais eu les moyens d'acheter une Ferrari, ne ratez pas l'occasion d'acheter une action Ferrari à l'introduction en Bourse. C'est officiel. Ferrari entre en bourse. Espérons que les actions seront rouges et feront un joli bruit au démarrage. Il va juste falloir attendre octobre pour en prendre livraison.

## TOTALEMENT DÉLIRANT

Craignant pour sa sécurité après avoir été victime de menaces, l'équipe de médecins de Reims a refusé hier d'appliquer l'arrêt des soins pour Vincent Lambert. Le combat entre les parents et la femme de Vincent Lambert, en état végétatif depuis 2008, continue.

## TETU

va fermer. Le mensuel gay a été placé jeudi en liquidation judiciaire.

## VIVA ESPANA

Certes le taux de chômage fait toujours très peur. 22.37%. Mais il baisse. Assez rapidement. Il était à 23.8% au premier trimestre. Plus de 500,000 emplois ont été créés en un an. L'emploi bénéficie largement de la réforme du Code du Travail et de la prise de conscience des syndicats. À méditer pour la France.

## AIR FRANCE: LE DRAME FRANÇAIS

Air France continue sa lente et inexorable descente qui l'obligera un jour à demander l'aide de l'État ou à faire entrer une compagnie du Golfe dans son capital. Les pertes annoncées ce matin au premier trimestre sont désastreuses. Merci aux syndicats et merci aux gouvernements de Sarko et Hollande qui ferment les yeux sur la concurrence des pays du Golfe contre rémunérations directes ou indirectes.

## PRÉPAREZ-VOUS POUR LE 1er AOÛT

Vous préférez que votre argent vous rapporte 0.75% ou 3.85%?

Si c'est 0.75% gardez votre argent dans votre livret A.

Si c'est 3.85%, souscrivez au contrat d'assurance-vie conçu pour vous,

[MonFinancier Retraite Vie](#)

Le choix est simple. À vous de décider.

CAMERA CAFÉ

Un homme comparaît aujourd'hui au tribunal de Nanterre pour avoir dévalisé des machines à café et empoché...110,000 euros...en petites pièces (Le Parisien)

VOILA C'EST TOUT

BONNE JOURNEE

MAY THE FORCE BE WITH YOU

## Brésil: l'horizon politique et économique de plus en plus sombre

BusinessBourse et Boursorama Le 30 juil 2015 à 14:00



**Inflation et chômage en hausse, une devise qui s'enfonçe, excédent budgétaire primaire quasi nul, scandales de corruption, rumeurs de destitution et désormais, risque de chuter en catégorie "spéculative": après une décennie bénie, l'horizon politique et économique n'en finit pas de s'assombrir au Brésil.**

La septième économie mondiale a accumulé les mauvaises nouvelles en ce mois de juillet, confirmant que la récession actuelle est plus grave qu'annoncé, faisant craindre que le pire soit à venir et la reprise espérée pour 2016 définitivement hors de portée.

Le marché s'attend à une contraction du Produit intérieur brut (PIB) de 1,76% cette année.

Aux révélations sur le scandale de corruption autour de la compagnie pétrolière publique Petrobras – qui éclabousse principalement la coalition de centre gauche de la présidente Dilma Rousseff -, aux intrigues politiques au sein de l'alliance au pouvoir et aux mauvais indicateurs économiques, s'est ajoutée mardi l'abaissement par l'agence de notation Standard & Poor's (S&P) de la perspective sur la dette brésilienne, menaçant de retirer le pays de la catégorie "investissement".

Et, conséquence d'une inflation en hausse constante – elle est attendue à 9% cette année par le marché -, la Banque centrale a remonté ce mercredi son taux directeur à 14,25% l'an, son plus haut niveau en neuf ans, au risque d'étrangler plus encore l'économie, dénoncent notamment les syndicats.

“Il y a eu une dégradation très forte du panorama et S&P n'évalue pas seulement les prévisions budgétaires mais est aussi plus sensible que les autres agences au contexte politique”, explique à l'AFP Zeina Latif, économiste en chef au cabinet XP Investimentos, à Sao Paulo.

L'abaissement de la perspective à “négative” annoncé par S&P n'affecte pas la note du géant latino-américain, qui reste à “BBB-“, le dernier échelon avant la catégorie “spéculative”, mais contribue à susciter de nouvelles inquiétudes.

### – Jusqu'où ? –

“Beaucoup de mesures (du gouvernement) dépendent du Congrès, et le contexte là-bas est très confus. C'est un cadre général très préoccupant, économiquement mauvais et politiquement agité, avec une faible popularité du gouvernement et une difficulté à pouvoir gouverner”, résume Silvio Campos, du consultant Tendencias, à Sao Paulo.

La volonté de l'exécutif de tailler dans les dépenses publiques a alimenté d'intenses disputes au Parlement, qui vont en s'aggravant à mesure que surgissent de nouvelles révélations sur la portée du scandale de corruption Petrobras.

L'enquête sur ces trucages d'appels d'offres, versements de pots-de-vins, enrichissement illicite et financements de partis politiques a déjà conduit en prison quelques-uns des plus grands entrepreneurs du BTP du pays et tétanise la classe politique.

Plusieurs dizaines de députés et sénateurs sont dans le collimateur de la justice. L'enquête a désigné le Parti des travailleurs (PT, gauche) de la présidente Rousseff comme le principal destinataire des fonds détournés.

Si le Brésil venait à perdre son rang d'“investissement”, l'horizon se compliquerait plus encore: “Dans la pratique, plusieurs fonds ne pourraient plus investir au Brésil à cause de leurs règles internes et cela se traduirait par un financement plus cher pour le pays et les entreprises brésiliennes”, explique Joao de Castro Neves, directeur d'Eurasia Group pour l'Amérique latine.

Quand le ministre de l'Economie orthodoxe Joaquim Levy a récemment annoncé la sixième baisse de prévision d'excédent budgétaire primaire des deux dernières années à seulement 0,15% du PIB, il s'est gardé la possibilité de clôturer l'année

sur un déficit si les ressources venaient à lui manquer.

Cette annonce laisse craindre que l'atonie de l'économie observée depuis plus de quatre ans puisse se prolonger sur une grande partie du second mandat de Mme Rousseff, réélue dans la douleur pour quatre ans supplémentaires fin 2014, jugent des analystes.

Alexandre Barros, directeur du cabinet Early Warning Consulting, à Brasilia, estime "très possible" que le pays voit sa note dégradée. "La situation est très compliquée car l'inflation s'est envolée, le dollar s'est envolé et il y a un scandale de corruption après l'autre et personne n'est capable de dire jusqu'où cela ira".

Conséquence politique, les appels à la destitution de Mme Rousseff, dont le gouvernement jouit d'à peine 7,7% d'opinions favorables dans un sondage publié en juillet, se multiplient.

Et ses opposants appellent à une grande mobilisation dans tout le pays le 16 août.

Pour M. Barros, "le pays ne peut pas continuer comme cela. Quelque chose doit se passer".

Source: [boursorama](#)

## 8 caractéristiques de la ville moderne en 2025

par Arnaud Lefebvre · 29 juil. 2015 [Express.be](#)

**[Si vous nous suivez bien ([articlesdujour.com](#)) vous aurez compris que l'article qui suit ne contient que des bobards. C'est le genre de pensée que Vincent Mignerot et Adrastia tentent de dénoncer.]**



A quoi ressemblera l'environnement urbain en 2025 ? Capital.fr a rassemblé plusieurs caractéristiques novatrices dont bénéficieront nos villes dans seulement 10 ans.

### **1. Des drones pour capturer les délinquants**

Les drones, ces engins volants sans pilote, seront utilisés pour prévenir et arrêter la délinquance. Dirigés par les services de police des villes, les drones seront en mesure de repérer les délinquants qui viennent de commettre un délit et de les arrêter au moyen d'un Taser. Le délinquant sera ainsi immobilisé jusqu'à ce que la police arrive sur place. Les drones seront également équipés d'armes non létales incapacitantes comme les dispositifs d'harcèlement acoustique.

### **2. Des murs de végétaux consommables pour tous les citoyens**

Dans 10 ans, les édifices seront couverts de végétaux consommables que pourront manger tous les citoyens. Les murs des immeubles seront également équipés de panneaux photovoltaïques, de petites éoliennes et de dispositifs de chauffage solaires ou à l'huile de colza.

### **3. Des immeubles réservés aux cultures**

Sur le toit des immeubles, des fermes biologiques seront installées. Cependant, certains édifices seront complètement utilisés pour les cultures hydroponiques basées sur une technique horticole très ancienne à l'aide uniquement d'eau et hors-sol. Des milliers de personnes pourront donc être nourries à l'aide d'immeubles de dizaines d'étages. Ces immeubles constitueront la solution durable par excellence car grâce à eux, on évitera de transporter les marchandises et on recyclera les débris en compost.

### **4. Des éoliennes dans les arbres**

Des micro-éoliennes seront placées dans les arbres pour la production d'énergie électrique. Ces dispositifs permettront l'autogestion des différents quartiers d'une ville.

### **5. Des vélos électriques**

Des vélos de location fonctionnant à l'énergie électrique vous permettront de vous déplacer à des vitesses allant jusqu'à 50km/h sans pour autant fournir trop d'efforts. Ces vélos seront disposés dans des stations en hauteur afin de fluidifier tant la circulation des voitures que des piétons.

### **6. Des automobiles recyclables**

Les automobiles seront électriques, numériques et conçues avec des matériaux bon

marché qui peuvent être recyclés. Sur les vitres, le passager aura accès à des informations tactiles.

### **7. Des robots qui font la circulation**

Des robots munis de systèmes de caméras se chargeront de la circulation des villes. Ces machines seront en mesure de limiter les bouchons grâce à l'analyse prédictive du trafic.

### **8. Des routes durables**

Les rues ne seront plus recouvertes d'asphalte mais seront constituées de micro-algues. Elles seront aussi équipées de diodes qui permettent leur réchauffement durant la période hivernale. La lumière sera stockée au sein des dispositifs réfléchissants pendant le jour afin d'illuminer la rue le soir. Les voies de circulation seront connectées aux véhicules et leur fourniront des données routières. Elles permettront également le rechargement des véhicules électriques à l'aide de l'induction électromagnétique.